

CONSEIL DES MINISTRES
Tebboune examine
plusieurs projets
stratégiques

P 16

RENTRÉE SCOLAIRE

Les marchés de proximité à la rescousse des ménages

À l'approche de la rentrée scolaire, des centaines d'espaces de vente dédiés aux fournitures et manuels scolaires ont ouvert leurs portes à travers le pays. Pilotée par les autorités locales, cette opération vise, à quelques jours de la reprise des cours, à garantir des prix compétitifs et à préserver le pouvoir d'achat des ménages. P 3

- 4^e édition de la Foire «Lemsid» du 14 au 26 septembre à Alger



PÉTROLE
L'Algérie et six pays
de l'OPEP+
maintiennent
inchangé leur quota
de production

L'Algérie et six autres pays de l'Opep+, disposant de capacités d'ajustement volontaire de leur production, ont convenu, hier, de maintenir inchangé leur niveau global de production pour le mois d'octobre, au regard de l'évolution du marché pétrolier international, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures.

P 2

PROGRAMMES
PRÉVISIONNELS
D'IMPORTATION

3 961 opérateurs dans
le viseur d'un audit
ministériel

Le traitement des programmes prévisionnels d'importation pour le deuxième semestre 2026 fait apparaître un déséquilibre jugé suffisamment important par les autorités pour déclencher une vaste opération d'audit. En cause, les demandes déposées par 3 961 opérateurs économiques employant entre zéro et cinq salariés, dont la valeur globale dépasse 130 milliards de dollars. Face à ces chiffres, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a décidé d'ouvrir une enquête afin de vérifier la cohérence entre les besoins déclarés, la taille des entreprises et leurs capacités économiques réelles.

P 3

CONTRIBUTION

Nouveau monde 2030 :
la machine qui remplace
ou l'intelligence qui
augmente ?

« L'enjeu n'est pas de savoir si la machine sera plus intelligente. L'enjeu est de savoir ce que nous choisirons d'en faire. » Nous entrons dans une période où l'intelligence artificielle ne sera plus seulement un outil que l'on consulte.

Par Kaci Kacem AIT YALLA

P 5

PERFORMANCES DE L'INTERNET MOBILE

Oran fait son entrée
dans le Top 50 mondial P 2

AFREXIMBANK

L'IATF d'Alger donne un
nouvel élan au commerce
intra-africain P 4

BOUIRA

Lancement des procédures
d'indemnisation des victimes
des incendies P 6

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU
Plus de 11.000 nouveaux étudiants attendus à la prochaine rentrée

Quelque 11.600 nouveaux étudiants rejoindront l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) à la prochaine rentrée universitaire 2026/2027, a indiqué samedi un communiqué de cet établissement d'enseignement supérieur. Ces nouveaux inscrits portent à 47.000 l'effectif global des étudiants de l'Université qui dispose, désormais, d'une capacité d'accueil de 54.500 étudiants avec la réception et la mise en service, à partir de cette année, d'un nouveau campus universitaire à Tamda, à l'Est de la wilaya. Toutes les dispositions sont réunies, pour une rentrée universitaire, organisée et dans de bonnes conditions, avec des infrastructures adaptées et un meilleur accompagnement des étudiants, affirme la même source. Le document de l'UMMTO souligne, par ailleurs, qu'à la faveur de cette rentrée, plusieurs opérations d'équipements et de réhabilitation sont lancées, dont deux opérations prioritaires concernant les conditions d'accueil, d'hébergement et d'enseignement des étudiants. Il s'agit de la réhabilitation de certaines résidences universitaires ainsi que l'aménagement de blocs pédagogiques au niveau des différents campus, est-il précisé.

APS

SONELGAZ
D'importants projets réalisés depuis janvier à Bouira

D'importants projets ont été réalisés depuis janvier dernier à ce jour pour renforcer le réseau électrique à travers plusieurs communes de la wilaya de Bouira, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Réalisés dans le cadre de l'amélioration de la qualité et de la continuité de service en matière d'alimentation en énergie électrique, ces projets ont été mis en service pour renforcer les ouvrages électriques existants et pour répondre au mieux aux besoins des citoyens et des abonnés de la direction. Au titre de l'année 2026, 17 postes transformateurs ainsi que 72 km de lignes électriques ont été réalisés au profit de localités relevant de plusieurs communes de la wilaya Bouira, a indiqué la responsable à la direction de distribution, Mme Widad Benyoucef. Ces nouvelles infrastructures électriques ont coûté à la direction de distribution de Bouira une enveloppe financière à hauteur de 639 millions de dinars, a précisé la même responsable. A travers ces projets et d'autres en cours, Sonelgaz-distribution de Bouira réaffirme son engagement à répondre aux besoins croissants en énergie électrique, tout en veillant à garantir une alimentation électrique de qualité à l'ensemble de sa clientèle.

APS

PÉTROLE

L'Algérie et six pays de l'OPEP+ maintiennent inchangé leur quota de production

L'Algérie et six autres pays de l'Opep+, disposant de capacités d'ajustement volontaire de leur production, ont convenu, hier, de maintenir inchangé leur niveau global de production pour le mois d'octobre, au regard de l'évolution du marché pétrolier international, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures.

Synthèse Z R.

La décision a été prise lors d'une réunion de coordination tenue par visioconférence, à laquelle a pris part le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, aux côtés des ministres en charge du pétrole de l'Arabie saoudite, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, d'Oman et de la Russie. Cette décision traduit la volonté des pays concernés de privilégier une approche prudente dans la gestion de l'offre, en tenant compte de l'évolution des fondamentaux du marché et des perspectives de l'équilibre entre l'offre et la demande. Les sept producteurs ont également réaffirmé leur engagement collectif à assurer la pleine conformité avec la Déclaration de coopération,

qui constitue le cadre de coordination entre les pays participants à l'OPEP+. Cette nouvelle décision intervient dans le prolongement des ajustements volontaires supplémentaires annoncés en avril et novembre 2023 par ces sept pays. Leur maintien au sein du dispositif de coordination de l'offre continue ainsi de jouer un rôle important dans les efforts visant à soutenir la stabilité du marché et à limiter les déséquilibres entre l'offre et la demande. Pour l'Algérie, membre de l'OPEP et partie prenante aux mécanismes de coopération de l'OPEP+, cette décision confirme la poursuite d'une politique de coordination avec les principaux producteurs afin de contribuer à la stabilité du marché pétrolier et à la prévisibilité de son évolution. Son quota de production demeurera ainsi fixé à 1,007 million de

barils par jour au titre du mois d'octobre. Les sept pays ont, par ailleurs, convenu de poursuivre leurs réunions mensuelles consacrées à l'examen des conditions du marché et de ses perspectives. Leur prochaine réunion est prévue le 4 octobre 2026. Cette démarche intervient alors que les marchés pétroliers restent sensibles à l'évolution de la conjoncture économique mondiale, aux perspectives de la demande et aux différents facteurs géopolitiques susceptibles d'affecter les flux et l'offre de brut. En maintenant inchangés les niveaux de production pour octobre, les sept pays envoient ainsi un signal de continuité dans leur stratégie de gestion de l'offre, tout en conservant la possibilité d'ajuster leur approche en fonction des évolutions du marché lors de leurs prochaines consultations.

ÉNERGIE

La transformation numérique s'accélère

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé hier une réunion consacrée à l'accélération du processus de numérisation du secteur en Algérie. En effet, la rencontre a permis d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information du secteur et de suivre le développement des applications et services numériques sectoriels. Le ministère travaille notamment en coordination avec le Haut-Commissariat à la numérisation, avec pour objectif de renforcer l'intégration du secteur dans l'écosystème national des services numériques gouverne-

mentaux. Dans ce cadre, six nouveaux services numériques relevant du secteur doivent être intégrés au portail national des services numériques gouvernementaux. Ils concernent notamment la simulation des factures d'électricité et de gaz, le paiement électronique des factures pour les clients de Sonelgaz, ainsi que la plateforme e-Taqati, qui permet d'effectuer différentes démarches à distance. Le dispositif comprend également le service ILTIMESS, destiné au traitement et au suivi électronique des recours des citoyens auprès de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz, ainsi que eTarcheed, consacré au suivi des

projets d'efficacité énergétique et de rationalisation de la consommation. Des services liés aux licences d'exploitation et aux procédures réglementaires du secteur viennent compléter cette nouvelle offre numérique. Pour Mourad Adjal, la transformation numérique constitue désormais un levier essentiel de modernisation de l'administration et d'amélioration de la qualité du service public. Le ministre a appelé à poursuivre le développement des services numériques afin de simplifier les procédures, réduire les délais de traitement, renforcer la transparence et faciliter l'accès des citoyens et des opérateurs écono-

miques aux services du secteur. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différents organismes et établissements relevant du ministère, afin de mettre en place une infrastructure numérique sectorielle intégrée, capable de répondre aux besoins des usagers et de suivre les évolutions technologiques. À travers ces deux chantiers, le ministère de l'Énergie affiche ainsi une double ambition : consolider la coopération énergétique de l'Algérie à l'échelle régionale, notamment avec le Niger, tout en accélérant la modernisation numérique de son propre secteur.

R. E.

PERFORMANCES DE L'INTERNET MOBILE

Oran fait son entrée dans le Top 50 mondial

Par Z R.

La wilaya d'Oran intègre pour la première fois le Top 50 mondial des villes offrant les meilleures vitesses d'Internet mobile. En effet, la dernière mise à jour mensuelle publiée par la plateforme internationale Ookla, spécialisée dans la mesure des performances Internet à travers son outil Speedtest, révèle l'entrée de la ville d'Oran dans le Top 50 mondial des villes affichant les meilleures vitesses d'Internet mobile, a indiqué le ministère de la Poste et des Télécommunications dans un communiqué, précisant qu'Oran rejoint ainsi la capitale Alger, qui avait déjà intégré ce prestigieux classement. Avec cette performance, l'Algérie figure désormais parmi les rares pays à compter simultanément deux villes dans le Top 50

mondial, aux côtés notamment du Qatar, de l'Arabie saoudite, des États-Unis, de la Chine, de la Corée du Sud, de la Belgique, du Portugal et de la Turquie. Selon les détails du ministère, la ville d'Oran a enregistré une progression remarquable de 12 places, se classant au 41e rang mondial, avec un indice de vitesse de 197,09 Mbps. De son côté, Alger maintient sa présence dans le classement et occupe la 42e position mondiale, avec une vitesse de 194,57 Mbps, soit un léger recul d'une place par rapport à la précédente mise à jour. Ainsi, Alger et Oran apparaissent pour la première fois simultanément dans le Top 50 des villes les plus rapides au monde en matière d'Internet mobile. Cette évolution témoigne, selon le communiqué, de l'ampleur de la modernisation des infrastructures numériques, qui s'étend progressivement à

d'autres wilayas du pays. Selon les données de l'indice mondial des pays publié par Ookla, la vitesse moyenne de téléchargement (Download) de l'Internet mobile en Algérie est passée de 40,86 Mbps en juillet 2025 à 78,36 Mbps en juillet 2026, soit une progression de près de 91 % en une seule année. Dans le même temps, les performances de l'Internet fixe ont également enregistré une amélioration significative à l'échelle nationale. La vitesse moyenne de téléchargement de l'Internet fixe en Algérie est passée de 50,85 Mbps en juillet 2025 à 90,45 Mbps en juillet 2026, soit une hausse de plus de 77 % en un an. Cette progression est notamment portée par l'extension continue du déploiement des réseaux de fibre optique à travers les différentes wilayas du pays.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RENTRÉE SCOLAIRE

Les marchés de proximité à la rescousse des ménages

À l'approche de la rentrée scolaire, des centaines d'espaces de vente dédiés aux fournitures et manuels scolaires ont ouvert leurs portes à travers le pays. Pilotée par les autorités locales, cette opération vise, à quelques jours de la reprise des cours, à garantir des prix compétitifs et à préserver le pouvoir d'achat des ménages.

Par Selma R.

Des espaces et marchés de proximité consacrés à la vente de manuels, d'articles et de fournitures scolaires ont ainsi ouvert samedi dans les différentes wilayas du pays, a annoncé le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports dans un communiqué. Cette ouverture fait suite aux instructions données par le ministre Saïd Sayoud lors de sa réunion avec les walis, qui ont supervisé l'opération en coordination avec les services du commerce intérieur et de la régulation du marché. L'objectif affiché est de mettre à disposition des familles diverses fournitures scolaires « au sein d'espaces organisés, à des prix raisonnables et compétitifs ». En inspectant ces espaces, les walis se sont ainsi attachés à vérifier la disponibilité et la diversité des produits proposés, en insistant sur la nécessité de garantir des prix abordables dans les meilleures conditions. Cette démarche s'inscrit plus largement dans les efforts engagés pour accompagner les familles à l'approche de la rentrée, puisque le suivi des préparatifs se poursuit également sur

plusieurs autres fronts à travers le pays, dans le cadre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ces marchés de proximité et foires commerciales proposent une gamme diversifiée de fournitures et d'articles scolaires, avec notamment des prix réduits pour certains produits. Ces initiatives ont été favorablement accueillies par les familles et les parents d'élèves qui fréquentent ces marchés de proximités. Plusieurs citoyens ont souligné l'importance de ces Salons, devenus des rendez-vous annuels, mettant en avant la diversité des produits proposés, leur qualité et leurs prix accessibles aux différentes catégories de la population. Interrogé sur l'ampleur du dispositif, Nouredine Haridi, directeur central au ministère du Commerce intérieur, a précisé au micro de la télévision algérienne que ces foires de fournitures scolaires de proximité ont officiellement démarré le 5 septembre et se poursuivront jusqu'à la fin du premier mois de la rentrée, voire jusqu'à fin septembre. Placée sous le slogan « Ensemble pour une rentrée scolaire réussie », l'opération doit ainsi permettre de proposer l'ensemble des fournitures sco-

laires « en quantité, en qualité et à des prix compétitifs », grâce à une vente directe qui court-circuite les intermédiaires, de l'importateur ou du producteur jusqu'au grossiste. Selon M. Haridi, le nombre de ces foires commerciales de proximité s'élevait à 343 au jour du lancement, un chiffre appelé à croître encore dans les semaines à venir, ces espaces mobilisant actuellement environ 2 484 intervenants, qu'il s'agisse d'importateurs, de grossistes ou de détaillants. L'objectif revendiqué par le ministère reste ainsi de veiller à la qualité des produits et à des prix concurrentiels, afin de préserver le pouvoir d'achat des parents et de permettre à tous les élèves de trouver ce dont ils ont besoin pour une rentrée réussie.

343 foires et près de 2 500 opérateurs mobilisés

Ces foires de proximité confirment par ailleurs une tendance encourageante, puisque les prix des fournitures scolaires sont globalement en baisse par rapport à l'année précédente, notamment sur les cahiers et les carnets. Cette détente des prix s'explique en grande partie par le format même de ces

marchés, qui favorisent une vente plus directe entre producteurs, grossistes et familles, réduisant ainsi les marges intermédiaires habituellement supportées par les consommateurs. Ces foires mettent également en valeur la place grandissante de la production locale, puisque cartables, blouses, cahiers et carnets sont, pour une large part, fabriqués en Algérie, signe d'un tissu industriel et artisanal national capable de répondre à une demande saisonnière importante tout en maintenant une offre variée en termes de qualité et de choix. Le savoir-faire artisanal trouve d'ailleurs sa place aux côtés de la production industrielle, avec des articles personnalisés confectionnés à la main qui viennent enrichir l'offre disponible pour les familles. Ainsi, ces espaces dédiés à la rentrée scolaire ne se contentent pas de proposer des prix plus accessibles : ils traduisent également une volonté plus large de valoriser le « made in Algeria » et de renforcer la confiance des consommateurs envers les produits fabriqués localement, dans un secteur où l'offre nationale gagne progressivement du terrain face aux produits importés.

4^e édition de la Foire "Lemsid" du 14 au 26 septembre à Alger

La 4e édition de la Foire de la rentrée scolaire (Lemsid) se tiendra du 14 au 26 septembre au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation d'opérateurs économiques et d'acteurs des domaines des fournitures et équipements scolaires et de bureau, a indiqué la Société Algeria Exhibitions, filiale du groupe Safex. Ce rendez-vous annuel réunira, outre les entreprises activant dans le domaine des fournitures et équipe-

ments scolaires et de bureau, des exposants spécialisés dans les livres, la formation, l'habillement, les produits alimentaires et les services destinées aux familles et aux établissements éducatifs. Initialement prévue du 17 au 27 septembre, cette Foire a été reprogrammée du 14 au 26 septembre afin de "garantir les meilleures conditions organisationnelles et d'offrir une expérience optimale" aux exposants et aux visiteurs, contribuant

ainsi à une meilleure préparation de la rentrée scolaire, précise la même source. Cette manifestation vise à offrir un espace commercial intégré pour l'exposition et la commercialisation des produits et services liés à la rentrée scolaire, et à permettre aux consommateurs d'acquérir les fournitures et équipements scolaires et de bureau à des prix compétitifs, ce qui permettra d'alléger les charges de la rentrée scolaire, de renforcer la concu-

rence et d'améliorer la qualité de l'offre destinée aux familles. Pour rappel, des foires commerciales et des marchés de proximité dédiés à la vente de manuels, d'articles et de fournitures scolaires ont été ouverts samedi à travers les 69 wilayas, en coordination entre les walis de la République et les services du commerce intérieur et de la régulation du marché, en prévision de la rentrée scolaire prévue le lundi 21 septembre.

Organisés sous le slogan "Ensemble pour une rentrée scolaire réussie", ces espaces connaissent une forte affluence des citoyens et des parents d'élèves venus dans les différents stands pour acquérir des articles scolaires et bénéficier de la diversité des produits proposés et des multiples choix disponibles à des prix abordables.

APS

PROGRAMMES PRÉVISIONNELS D'IMPORTATION 3 961 opérateurs dans le viseur d'un audit ministériel

Par S. R.

Le traitement des programmes prévisionnels d'importation pour le deuxième semestre 2026 fait apparaître un déséquilibre jugé suffisamment important par les autorités pour déclencher une vaste opération d'audit. En cause, les demandes déposées par 3 961 opérateurs économiques employant entre zéro et cinq salariés, dont la valeur globale dépasse 130 milliards de dollars. Face à ces chiffres, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a décidé d'ouvrir une enquête afin de vérifier la cohérence entre les besoins déclarés, la taille des entreprises et leurs capacités économiques réelles. Les données, extraites de la plateforme numérique dédiée à l'importation des matières premières et des intrants de production, font ressortir une situation qui soulève des interrogations, le ministère relevant notamment que certaines prévisions d'importation apparaissent disproportionnées au regard du nombre de travailleurs déclarés. Il convient toutefois de préciser que le montant de 130,32 milliards de dol-

lars correspond à des demandes prévisionnelles, et non à des marchandises déjà importées ni à des dépenses effectivement engagées, sachant que le caractère prévisionnel des programmes ne dispense cependant pas les opérateurs de présenter des besoins cohérents avec leur activité et leurs capacités. Le détail des chiffres illustre l'ampleur des écarts relevés par l'administration. Ainsi, 149 opérateurs n'employant aucun salarié ont introduit des demandes totalisant 484,58 millions de dollars, tandis que 949 opérateurs déclarant un seul salarié ont formulé des demandes pour une valeur cumulée de 21,84 milliards de dollars. La situation apparaît plus marquée encore pour les entreprises employant deux salariés, puisque 851 d'entre elles ont introduit des demandes atteignant à elles seules 88,76 milliards de dollars, soit la part la plus importante de l'ensemble. Les montants restent par ailleurs significatifs pour les autres catégories : 722 opérateurs employant trois salariés ont déclaré 15,52 milliards de dollars de besoins, 641 entreprises comptant quatre salariés totalisent 1,74 milliard de dollars, et 649 opérateurs

employant cinq salariés ont introduit des demandes d'une valeur de 13,84 milliards de dollars. Cette concentration des montants chez les entreprises employant deux salariés constitue l'un des principaux éléments ayant retenu l'attention du ministère. Le dispositif de contrôle s'appuie désormais sur l'analyse numérique des données, la plateforme dédiée aux programmes d'importation étant dotée de technologies d'intelligence artificielle qui ont permis de détecter des modes de déclaration des travailleurs jugés « inhabituels ». L'analyse a ainsi fait apparaître des mouvements de déclarations auprès de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) coïncidant avec les périodes d'ouverture et de dépôt des programmes prévisionnels, certaines entreprises ayant déclaré des travailleurs entre janvier et le 31 mars 2026, avant de ne plus enregistrer aucun salarié durant les mois d'avril, mai et juin, puis d'enregistrer de nouvelles déclarations du 1er juillet au 30 septembre 2026, période correspondant précisément aux phases de dépôt et d'examen des programmes. Ces anomalies statistiques ne

constituent pas, à elles seules, la preuve d'une infraction, mais elles ont été jugées suffisamment significatives pour justifier une enquête. Le ministère a ainsi annoncé l'ouverture d'une enquête, en coordination avec les secteurs ministériels concernés, portant sur les matières premières, les intrants de production et les équipements importés au cours du premier semestre 2026 ainsi que des années précédentes, afin de confronter les déclarations administratives à la réalité économique des opérateurs. Les services concernés devront notamment vérifier la conformité des quantités et des valeurs importées avec la nature de l'activité déclarée, les capacités réelles de production et le volume réel de l'activité économique des entreprises. Les autorités rappellent enfin que le caractère prévisionnel d'un programme d'importation ne signifie pas que les montants déclarés peuvent être sans rapport avec la réalité de l'entreprise, les résultats de l'enquête et de l'audit devant déterminer, le cas échéant, les mesures à prendre conformément à la législation en vigueur.

INCENDIES

Mobilis annonce la remise en service de l’ensemble des sites touchés

L'entreprise "Mobilis" a annoncé, samedi dans un communiqué, la finalisation des travaux de réhabilitation, de rénovation et de remise en service de l'ensemble des sites touchés récemment par les feux. Mobilis "a achevé, vendredi à 02h00 du matin, la réhabilitation, la rénovation et la remise en service de tous les sites touchés par les incendies", précise le communiqué. Il s'agit de "trois (3) sites endommagés en raison de leur emplacement au milieu des zones touchées par les récents incendies, sachant que les opérations de réhabilitation et de rénovation avaient été lancées au début de la semaine écoulée". Ainsi, l'entreprise aura achevé le rétablissement "de manière complète et permanente" du fonctionnement de tous les sites situés dans les zones récemment touchées par les incendies, souligne le communiqué. A cet égard, Mobilis a indiqué qu'elle avait "renforcé ces zones par des stations mobiles, tout en enregistrant également une réponse et une intervention très rapides, permettant ainsi la continuité du service dans la majorité des zones concernées, ce qui reflète "l'engagement de l'entreprise et de ses travailleurs dans l'accomplissement de leur rôle central, ainsi que de leur mobilisation sans pareille en toutes circonstances", ajoute la même source.

APS

RECRUTEMENT DES ÉLÈVES MAGISTRATS
Début des préinscriptions à la deuxième session du concours national

La phase des préinscriptions à la deuxième session du concours national de recrutement des élèves magistrats a débuté dimanche, et se poursuivra jusqu'au 17 septembre courant, indique un communiqué du ministère de la Justice. "La phase des préinscriptions à la deuxième session du concours national de recrutement des élèves magistrats se déroulera du 6 septembre 2026 à partir de 00h00 au 17 septembre jusqu'à 16h00, via le lien dédié à cette opération : https://concours.mjjustice.dz/", précise la même source.

R E.

DÉVELOPPEMENT, MAINTENANCE ET RÉHABILITATION DU RÉSEAU ROUTIER

Les travaux se poursuivent dans plusieurs wilayas

Les travaux de développement, de maintenance et de réhabilitation du réseau routier se poursuivent dans plusieurs wilayas du pays, dans le cadre du programme de l'année 2026, avec pour objectif d'améliorer les conditions de circulation, de renforcer la sécurité des usagers et de consolider la liaison entre les différentes régions. Ces opérations, menées sous la supervision du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, indique le ministère, interviennent en application des orientations du ministre du secteur, Abdelkader Djellaoui, et en coordination avec les autorités locales. Dans la wilaya d'Ouled Djellal, les travaux de maintenance du chemin de wilaya (CW) n°46A avancent sur un linéaire de 5 km, avec la mise en place de la couche de roulement en béton bitumineux, après l'achèvement des travaux de rabotage. Les interventions concernent également le CW n°04A sur 9,5 km, entre les points kilométriques 19+000 et 28+500, reliant Besbès à Ras El-Miad, où les travaux de mise en œuvre de la couche de roulement se poursuivent.

Dans la wilaya de Batna, les travaux de renforcement de la route nationale (RN) n°3 avancent sur 13,5 km, entre les points kilométriques 238+000 et 251+500, avec la pose en cours de la couche de roulement. A Aïn Defla, les travaux de maintenance du CW n°154 se poursuivent sur 9,2 km, reliant la commune de Rouina à la RN n°65. Cette opération vise notamment à améliorer l'état de cet axe et à fluidifier la circulation. Dans la wilaya de Tissemsilt, les travaux de réalisation de la voie de dédoublement de la route de contournement de la commune de Khemisti se poursuivent sur 5 km. La réalisation des dispositifs de sécurité en béton armé a également été entamée afin de renforcer la sécurité des usagers. A Skikda, le projet de dédoublement de la RN n°3 entre El Harrouch et Aïn Bouziane, sur 8 km, connaît une progression des travaux, actuellement au stade des terrassements et de l'aménagement de l'assiette de la route. Dans la wilaya de Relizane, les travaux de maintenance du CW n°12 se poursuivent au niveau de la commune de Yellel, sur un

linéaire de 5 km, en vue d'améliorer l'état de cet axe et son niveau de service. A Djanet, le projet de réalisation de la route reliant Tin El Koum à Tin Khiamine avance sur un linéaire de 50 km. Les travaux portent notamment sur la mise en place de la couche de base, dans le respect des normes et spécifications techniques ainsi que des délais contractuels. A Béjaïa, une planche d'essai pour la mise en œuvre de la couche de roulement en béton bitumineux (BB) a été réalisée sur le CW n°43, dans la région de Toudja. Cette opération s'inscrit dans le cadre du suivi sur le terrain des travaux de maintenance et de réhabilitation de cet axe et vise à vérifier la conformité des méthodes d'exécution aux normes techniques en vigueur. Dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, les travaux de terrassement se poursuivent dans le cadre du projet de dédoublement du CW n°42 sur 9 km. Le programme comprend également les travaux de dédoublement de la RN n°103 reliant Ras El Oued à Tekestar, sur 10 km.

Synthèse R E.

AFREXIMBANK

L’IATF d’Alger donne un nouvel élan au commerce intra-africain

Le succès de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), organisée à Alger en septembre 2025 sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a contribué à renforcer la dynamique du commerce intra-africain, notamment à la faveur de la signature, lors de cette manifestation, de contrats d'une valeur avoisinant les 50 milliards de dollars, a indiqué une responsable de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). La vice-présidente exécutive d'Afreximbank, chargée du commerce intra-africain et du développement des exportations, Mme Kanayo Awani, a précisé, sur le site officiel de la Banque, que la 4e édition, organisée au Palais des expositions à Alger, a enregistré un "record" en termes de valeur des contrats conclus, consacrant ainsi la place de cette manifestation parmi les principaux leviers du commerce, de l'investissement et de l'intégration économique sur le continent. Elle a estimé que le succès de l'édition d'Alger, placée sous le slogan "Passerelle vers de nouvelles opportunités", avait contribué à impulser la dynamique croissante du commerce intra-africain, notamment à travers la forte hausse du nombre de participants, du volume des accords et de la valeur des transactions, affirmant que la foire s'était imposée comme une plateforme efficace pour élargir l'accès aux marchés et mettre les entreprises en relation avec de nouvelles opportunités et de nouveaux partenariats. La même responsable a ajouté que les résultats enregistrés lors des quatre premières éditions de la foire "confirment l'influence croissante de cette manifestation, qui a attiré plus de 180.000 participants et 6.600 exposants de 132 pays, et dont la valeur cumulée des accords commerciaux et d'investissement conclus a dépassé les 167 milliards de dollars".

De plus, l'IATF a bénéficié à près de 360.000 petites et moyennes entreprises (PME), dont des milliers d'entreprises dirigées par des femmes et des jeunes, tandis que son impact sur l'emploi est estimé à 42 opportunités d'emploi pour chaque million de dollars investi dans la foire, ce qui signifie que chaque édition contribue à la création de plus d'un demi-million d'em-

ploi directs à travers le continent. L'IATF, dont la prochaine édition est prévue à Lagos (Nigeria) du 5 au 11 novembre 2027, est organisée par Afreximbank, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 03 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Septembre 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	102	113	91	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	97	65	الطماطم	
	Oignon sec	77	86	67	البصل الجاف	
	Ail sec	778	898	658	الثوم الجاف	
	Carotte	125	140	110	الجزر	
	Navet	164	181	147	اللفت	
	Poivron	131	152	111	الفلفل الاخضر	
	Piment	140	162	118	الفلفل الحار	
	Courgette	142	158	125	الكوسة	
	Haricot vert	209	240	178	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	125	140	111	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	416	526	306	التفاح المحلي	
	Datte	507	370	387	التمر	
	Raisin	288	570	206	العنب	
	Banane	563	580	547	الموز	
	Melon	93	105	80	البطيخ الاصفر	
Produits d’origine animale	Pastèque	76	85	66	البطيخ الاحمر	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	2093	2236	1949	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	532	546	518	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	105	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	2,37	-5,37	7,35	7,54	3733	1 287 885,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,20	116,43	-	1426	1 162 190,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,13	7,56	7,64	17722	24 810 800,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	NC	0,00	0,02	0,95	6,68	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2049,00	0,00	-0,21	-6,83	8,49	8,54	7868	16 121 532,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,67	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	2,94	2,55	1,19	8,12	0	0,00

Nouveau monde 2030 : la machine qui remplace ou l’intelligence qui augmente ?

« L’enjeu n’est pas de savoir si la machine sera plus intelligente. L’enjeu est de savoir ce que nous choisirons d’en faire. »

Par Kaci Kacem AIT YALLA (*)

Nous entrons dans une période où l’intelligence artificielle ne sera plus seulement un outil que l’on consulte. Elle commencera à agir, décider, coordonner, produire, apprendre et interagir avec son environnement. Les agents d’IA, l’automatisation cognitive, la robotique, les nouvelles architectures d’intelligence et l’augmentation massive des capacités de calcul pourraient transformer en profondeur le travail, l’entreprise, l’éducation, la médecine, l’administration et même nos relations sociales. Mais une question demeure : Quel monde voulons-nous construire avec cette puissance ?

1- 2030 : un monde qui change de nature

Les scénarios actuellement discutés pour les prochaines années décrivent une accélération spectaculaire :

- des agents capables d’exécuter des chaînes de tâches complexes ;
- des systèmes capables de coder, analyser et coordonner ;
- une automatisation croissante de certaines fonctions intellectuelles ;
- une robotique de plus en plus autonome ;
- des interactions homme-machine devenant permanentes ;
- une concentration toujours plus forte des capacités de calcul et des infrastructures. Certaines projections vont beaucoup plus loin et envisagent, avant 2030, des systèmes capables de prendre en charge des pans entiers de processus professionnels. Il faut cependant distinguer les projections des réalités établies. Le futur n’est pas écrit. Il dépendra des technologies que nous développerons, mais aussi des choix économiques, politiques, sociaux et humains que nous ferons.

2- La vraie rupture : l’IA commence à agir

Pendant longtemps, nous avons pensé l’IA comme un système auquel l’humain pose une question et qui fournit une réponse. Cette époque est en train de changer. Avec l’IA agentique, nous passons progressivement : de la réponse → à l’action. L’agent peut recevoir un objectif, rechercher de l’information, utiliser des outils, exécuter plusieurs étapes et revenir vers l’humain avec un résultat. Cette évolution ouvre des possibilités considérables. Mais elle change également la question fondamentale : Qui décide lorsque l’intelligence commence à agir ? Et surtout : Qui assume lorsque l’action produit des conséquences ?

3- Le véritable risque n’est peut-être pas le remplacement de l’homme

Le débat public se résume souvent à une question : « Combien d’emplois l’IA va-t-elle supprimer ? » C’est important. Mais ce n’est peut-être pas la bonne question. L’économiste Daron Acemoglu, avec David Autor et Simon Johnson, distingue notamment les technologies qui automatisent le travail de celles qui augmentent réellement

les capacités des travailleurs. Leur travail récent sur une IA « pro-worker » pose une question essentielle : L’IA va-t-elle rendre l’humain plus capable ou simplement rendre l’humain moins nécessaire ? Cette distinction est fondamentale. Une technologie peut augmenter la productivité tout en réduisant la demande de certaines compétences. Elle peut aussi, au contraire, permettre à un professionnel d’accéder à davantage de connaissances, de traiter davantage d’informations, de résoudre des problèmes plus complexes et d’acquérir de nouvelles compétences. Le choix de conception est donc déterminant.

4- L’homme face à une quantité d’information devenue impossible à absorber seul

C’est ici que se trouve peut-être l’un des paradoxes du Nouveau Monde. Jamais l’humanité n’a disposé d’autant de connaissances. Et jamais elle n’a été confrontée à une telle masse de données, de signaux, de documents, de modèles, de décisions et d’interactions.

- L’humain ne peut plus tout lire.
- Il ne peut plus tout vérifier.
- Il ne peut plus tout mémoriser.
- Il ne peut plus analyser seul toutes les variables d’une décision complexe.

Cette difficulté est aussi l’un des héritages des Trente Glorieuses : nous avons construit, en quelques décennies, un monde d’une complexité économique, industrielle, scientifique, démographique, informationnelle et environnementale que les capacités individuelles de l’être humain ne suffisent plus à embrasser seules. L’enjeu n’est donc pas de remplacer l’humain parce qu’il serait devenu inutile. C’est précisément parce que les problèmes auxquels il doit désormais faire face sont devenus trop nombreux, trop complexes et trop interdépendants qu’il a besoin d’une augmentation de ses capacités. C’est pour cette raison que nous avons besoin de l’IA. Mais nous en avons besoin comme partenaire cognitif, pas comme substitut automatique du jugement. L’enjeu n’est donc pas de lutter contre l’intelligence artificielle. L’enjeu est de construire une cohabitation intelligente entre deux formes d’intelligence.

5- De l’homme augmenté à l’homme remplacé : la frontière

Nous devons apprendre à distinguer trois situations.

- AUTOMATISER
La machine exécute une tâche répétitive, déterministe ou suffisamment maîtrisée.
- AUGMENTER
La machine apporte à l’humain des capacités de calcul, de mémoire, de simulation ou d’analyse qu’il ne pourrait mobiliser seul.
- SUBSTITUER
La machine finit par prendre en charge une fonction auparavant exercée par l’humain, y compris lorsque cette fonction comporte du jugement, de la responsabilité ou une dimension relationnelle.

Ces trois situations ne sont pas équivalentes. PACAH™ considère que l’enjeu stratégique est de savoir où placer la frontière.

6- La subsidiarité cognitive : une troisième voie

Nous ne voulons ni d’un monde où l’humain refuse la machine, ni d’un monde où l’humain abandonne progressivement ses capacités à la machine. Nous défendons une troisième voie :

LA SUBSIDIARITÉ COGNITIVE

La machine prend en charge ce qu’elle peut exécuter efficacement. Elle assiste l’humain lorsqu’elle peut augmenter ses capacités. Mais elle ne doit pas absorber ce qui relève de la finalité, du jugement, de la responsabilité et de l’arbitrage humain. Autrement dit :

- Ce que la machine peut faire seule, elle peut l’exécuter.
- Ce qu’elle peut aider l’humain à mieux faire, elle doit l’augmenter.
- Ce qui engage la responsabilité humaine doit rester sous contrôle humain.

7- Une nouvelle architecture de la relation humain-IA

C’est précisément là que PACAH™ veut apporter sa contribution. Notre question n’est pas : « Comment construire une IA qui remplace l’humain ? » Mais : « Comment construire une architecture dans laquelle plusieurs intelligences coopèrent sans que l’une absorbe la responsabilité de l’autre ? » Cela suppose notamment :

- des modèles adaptés aux tâches ;
- une utilisation proportionnée du calcul ;
- des mécanismes déterministes lorsque la tâche l’exige ;
- une mémoire maîtrisée ; des agents encadrés ;
- une traçabilité des opérations ;
- une capacité d’audit ;
- une gouvernance explicite ;
- et un humain capable de comprendre et d’arbitrer.

Données → Modèle → Mémoire → Agent → Décision → Impact
La technologie devient alors une architecture de coopération plutôt qu’une architecture de substitution.

8- Le paradoxe de 2030 : plus la machine devient puissante, plus l’humain doit devenir compétent

C’est peut-être l’un des grands paradoxes du Nouveau Monde. On pourrait croire que plus les machines deviennent intelligentes, moins l’humain doit savoir. Nous pensons exactement l’inverse.

- Plus la machine devient puissante, plus l’humain doit comprendre ce qu’elle fait.
- Plus elle devient autonome, plus la gouvernance devient importante.
- Plus elle produit de recommandations, plus la capacité de contre-expertise devient nécessaire.
- Plus elle traite de données, plus la maîtrise de la mémoire devient stratégique.
- Et plus elle intervient dans la décision, plus la responsabilité humaine doit être clairement établie.

9- Une question économique fondamentale

La véritable réussite de l’IA ne devrait donc pas être mesurée uniquement par :

- le PIB supplémentaire ;
- le nombre de tâches automatisées ;
- le nombre d’agents déployés ;
- la puissance de calcul disponible.

Elle devrait aussi être mesurée par :

- Combien de compétences humaines avons-nous augmentées ?
- Combien de nouvelles capacités avons-nous créées ?
- Combien de personnes avons-nous rendues capables de faire des choses qu’elles ne pouvaient pas faire auparavant ?

C’est une autre conception de la productivité. Une productivité qui ne mesure pas seulement ce que la machine produit. Mais ce que l’humain devient capable de produire grâce à elle.

10- Le Nouveau Monde ne sera pas nécessairement celui de la machine

Il pourrait être celui de la cohabitation des intelligences.

- Intelligence humaine.
- Intelligence artificielle.
- Intelligence collective.
- Intelligence organisationnelle.

Et demain, peut-être, de nouvelles formes d’intelligence dont nous ne maîtrisons encore ni la nature ni les limites. La question fondamentale sera alors moins : « Qui sera le plus intelligent ? » que : « Comment organiser la coopération entre ces intelligences ? » C’est là que se jouera une partie essentielle de notre avenir.

LA RÉPONSE PACAH™

PACAH™ ne prétend pas prédire le monde de 2030. Nous cherchons à contribuer à l’architecture du monde dans lequel nous voulons vivre. Un monde où :

- la technologie augmente l’humain ;
- l’intelligence reste gouvernable ;
- la décision reste traçable ;
- la responsabilité reste identifiable ;
- le calcul est proportionné à son utilité ;
- les données restent maîtrisables ;
- et la souveraineté ne signifie pas refuser la technologie, mais être capable de la comprendre, de la choisir et de la gouverner.

L’HOMME NE DOIT PAS ÊTRE LE MAILLON FAIBLE DU NOUVEAU MONDE. Il doit en rester l’auteur, l’arbitre et la finalité. Notre conviction « La meilleure intelligence artificielle n’est pas nécessairement celle qui accomplit le plus de tâches à la place de l’homme, mais celle qui permet à l’homme d’accomplir davantage, de mieux comprendre et de mieux décider. » C’est cela, pour PACAH™ :

L’INTELLIGENCE CONTRIBUTIVE™

Une intelligence qui associe la puissance de la machine à la capacité humaine de comprendre, créer, transmettre et décider. PACAH™ — Platform Architecture Cognitive for Human Augmented

- Structurer l’intelligence.
- Augmenter l’humain.
- Préserver la décision.
- Construire le Nouveau Monde avec discernement.

(*) Fondateur PACAH™, Président d’honneur du Cluster Digital Africa

GUELMA

Les habitants des zones touchées par les incendies reprennent leur rythme de vie habituel

Les habitants des zones touchées par les incendies survenus dans la wilaya de Guelma au cours des mois de juillet et d'août derniers s'emploient à un retour à la normale, avec l'effacement des traces du sinistre et le rétablissement des services essentiels, a appris l'APS, samedi, auprès des services concernés.

Le responsable intérimaire de la communication de la direction locale de la distribution du groupe Sonelgaz, Samir Atoui, a précisé à l'APS qu'il a été procédé à la "réhabilitation de toutes les lignes et installations électriques ainsi qu'à la remise en service du courant électrique dans les différentes communes touchées par les feux de forêt. La même source a ajouté que la fourniture de l'énergie électrique est "revenue à la normale dans les foyers, ainsi que dans les espaces publics et commerciaux, notamment dans les communes de Hammam N'bail , Nechmaya, Beni Mezline, Sellaoua-Anouna, Ain Ben Beida, Bouati-Mahmoud, Ain Sandel, Roknia, Bouhamdane, Hammam Debbagh, Ain Makhlouf, Bordj Sabbat, Ain Larbi et El Fedjoudj.

De son côté, la responsable de la cellule d'information de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE), Souad Zaïdi, a indiqué que "le pompage des eaux vers les réseaux de distribution des cités et des communes a repris normalement après les perturbations dues, principalement, aux coupures d'électricité dans les zones touchées par les incendies".

Les mesures d'urgence prises par la wilaya sous la supervision du chef de l'exécutif local, Samir Chibani, conjuguées à la résilience et à la détermination des habitants des zones rurales et des hameaux à surmonter les effets de cette calamité, ont permis la prise en charge avec célérité des sinistrés.

APS

JIJEL

Parachèvement des travaux de réparation des réseaux de télécommunications et d'eau potable

Les actions de réparation des réseaux de télécommunications et d'approvisionnement en eau potable ont été terminées à travers les régions touchées par les récents incendies dans la wilaya de Jijel, à-on avisé samedi auprès des responsables des organismes concernés.

Dans ce contexte, le directeur d'Algérie Télécom dans la wilaya, Lokmane Alab, a précisé à l'APS que le service a repris entièrement sur les réseaux de télécommunications de six régions après un arrêt partiel des services de certaines installations dû aux incendies et à la coupure du courant électrique.

Il a également ajouté qu'"après le constat des dégâts enregistrés dans certaines régions, un plan d'urgence a été immédiatement mis en place pour la prise en charge des réseaux endommagés et rétablir les services de téléphonie et d'internet dans les plus brefs délais possibles", soulignant que "tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour réparer les réseaux endommagés".

Selon le même cadre, les interventions s'étaient poursuivies en coordination avec les divers intervenants jusqu'à la reprise totale du service afin d'assurer la continuité des communications des citoyens.

De son côté, le directeur central des clients et de la communication à la direction générale de l'Algérienne des eaux (ADE), Salaheddine Cheriati, a assuré que "la réparation du réseau d'alimentation en eau potable a été entièrement achevée à travers l'ensemble des régions sinistrées dans la wilaya", soulignant que "grâce à la conjugaison des efforts de tous, les canalisations endommagées par les incendies ont été réparées dans un temps record et l'a des citoyens en eau potable a été repris". Les travaux se poursuivent d'arrache-

pied pour réparer le réseau électrique et y raccorder de nouvelles les habitations sinistrées dans les plus proches délais, ont confirmé les services de la wilaya.

Selon la même source, la restauration des maisons sinistrées par les incendies démarra immédiatement après la fin de l'opération de recensement. Dans ce même contexte, le chef du service des statistiques agricoles et enquêtes économiques à la direction des services agricoles de Jijel, Fateh Serhane, a indiqué que les opérations d'indemnisation des agriculteurs sinistrés par les récents incendies débiteront prochainement après l'approbation des dossiers établis par la commission nationale installée à cet effet.

APS

BATNA

5 communes renforcées en bus de transport scolaire

Cinq communes de la wilaya de Batna ont été renforcées samedi par de nouveaux bus de transport scolaire équipés de quoi assurer des conditions meilleures et sécurisées de transport des élèves.

Un bus a été ainsi remis à chacune des communes de Talkhemt, Arris, T'kout, Boumagueur et Chemora au cours d'une cérémonie présidée par le wali Riadh Benahmed au parc de la wilaya en présence des présidents des APC concernées.

Dans une déclaration à la presse à l'occasion, le wali a indiqué que

l'opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, relatives au renforcement du parc de transport scolaire des communes ayant enregistré des déficits au cours de la précédente année scolaire et à la prise en charge du transport des élèves dès le début de la rentrée scolaire 2026/2027 notamment dans les localités rurales et montagneuses.

Selon le même responsable, avec ce nouveau lot, le parc des communes

compte désormais 421 bus , des conventions ont été signées avec des particuliers pour louer 358 autres bus de sorte à assurer avec aisance le transport des élèves dès le retour aux classes, une opération qui s'ajoute à la maintenance des bus de certaines communes.

Par ailleurs, des rétrochargeurs ont été remis à l'unité de Batna de l'Algérienne des eaux dans le cadre d'une convention entre les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et de l'Hydraulique.

Auparavant, le wali a présidé l'ouverture d'une exposition de vente des articles scolaires à la salle Assihar de la ville de Batna qui fait partie de 12 espaces de commerces ouverts à travers la wilaya en prévision de la prochaine rentrée scolaire pour assurer la disponibilité des articles scolaires à prix raisonnables et compétitifs.

R E.

KHENCHELA

Production prévisionnelle de près de 1,5 millions de quintaux de pommes

La campagne de récolte de la pomme a démarré dernièrement dans la wilaya de Khenchela avec des prévisions de production de près de 1,5 millions de quintaux, a-t-on appris samedi auprès du directeur local des services agricoles. Dans une déclaration à l'APS, M.

Saïd Tamen a indiqué que la surface consacrée dans la wilaya à la pomiculture a cru en six ans de 6.000 à 7.000 hectares.

Les communes à fortes potentialités et capacités productives sont Bouhmama, Lamsara, Yabous, Taouzianet et Chélia , des communes situées en

zones montagneuses au climat froid, selon la même source qui a souligné que certaines communes du Sud de la wilaya à l'instar de Khirène et de Babar ont enregistré un élargissement des terres réservées à cette arboriculture fruitière.

M. Tamen a rappelé que les services

de la commune de Bouhmama avaient présidé à la mi-août passé l'ouverture dans cette commune d'un marché national de pomme, une nouvelle réalisation qui contribuera à faciliter aux pomiculteurs la commercialisation de ce fruit.

APS

BOUIRA

Lancement des procédures d'indemnisation des victimes des incendies

Les préparatifs en vue d'indemniser les familles touchées par les derniers incendies dans la wilaya de Bouira tirent à leur fin avant le début de l'opération d'indemnisation des personnes impactées, a-t-on appris samedi auprès des autorités locales de la wilaya.

Depuis l'extinction des feux de forêt, les autorités locales de la wilaya ont lancé les procédures et les démarches afin de prendre en charge les familles touchées et de les indemniser.

Dans ce cadre, tous les préparatifs sont à leur phase finale pour indemniser les agriculteurs et les éleveurs de cette région, selon le directeur des services agricoles, M. Zine Labidine Bendjaballah, qui a assuré que "la liste des agriculteurs concernés a été finalisée et il

ne reste que la validation de la commission nationale afin d'octroyer les décisions d'indemnisation à leurs bénéficiaires".

Le même responsable a précisé que pour les agriculteurs et les éleveurs, l'indemnisation se fera en nature, qui consiste à réparer ou à remplacer directement le bien endommagé, que ce soit pour la région de Kadiria, Guerrouma ou El Hachimia, où des agriculteurs ont perdu du cheptel, des ruches d'abeilles, ainsi que leurs productions de céréales, selon les services agricoles de la wilaya.

En application aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la prise en charge des victimes des incendies de forêts, les autorités locales travail-

lent d'arrache-pied pour indemniser aussi les familles qui ont perdu leurs maisons lors des derniers feux de forêts notamment à Beggas (Kadiria).

Pour permettre un retour à la normale dans cette région, les autorités locales de la wilaya, dont la direction du logement, sont entrain de finaliser la liste des personnes et des familles concernées.

La wali de Bouira, Houria Aggoune, suit de très près l'évolution de ce dossier "prioritaire" en vue d'indemniser les personnes concernées dans les plus brefs délais, indiquent les services de la wilaya.

Par ailleurs, il est à souligner que tous les réseaux d'électricité, du gaz et de télécommunications ont été rétablis par les services concernés juste après

l'extinction des flammes.

Pour l'alimentation en eau potable, le directeur de l'hydraulique, Mohamed Bouali, affirme que le réseau n'a pas été endommagé par les incendies à Bouira.

D'autre part, un vaste élan de solidarité s'est constitué pour aider les familles sinistrées, grâce à une mobilisation des autorités et des services publics.

Des aides humanitaires ont été acheminées aux familles touchées sous formes de produits alimentaires, des matelas, des couvertures, des habits ainsi que d'autres besoins de première nécessité, et les sinistrés ont eu droit, dès le premier jour, aux soins médicaux et psychologiques

R E.

Réfléchir collectivement et expérimenter

Il est urgent de réfléchir collectivement et d'expérimenter, ce que ne peuvent plus faire les sociétés de classes profondément divisées et étroitement engagées. La division sociale de classes et du travail divise désormais plus qu'elle n'intègre. Les problèmes auxquels sont confrontés l'humanité sont considérables : crises économiques (chômage des diplômés, inégalités sociales), crise climatique (sécheresse, inondations).

7^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

La technologie a toujours été duale, civile et militaire. De l'âge de la pierre à aujourd'hui. Avec le développement technologique, avec les guerres asymétriques qui se multiplient, l'innovation bat en brèche les monopoles. L'ouvrage *La Guerre hors limites* (Unrestricted Warfare), publié en 1999 par les colonels chinois Qiao Liang et Wang Xiangsui, analyse comment la guerre moderne s'affranchit du seul cadre militaire pour intégrer des dimensions économiques, financières, informationnelles et technologiques. « ... le « nouveau concept d'armement » diffère de ce que l'on appelle communément les « armes de conception nouvelle ». Si ces dernières transcendent le domaine de l'armement traditionnel — étant contrôlables et manipulables techniquement et capables d'infliger des pertes matérielles ou psychologiques à l'ennemi —, elles restent, au regard de ce nouveau concept, des armes au sens strict. En effet, ce nouveau concept d'armement relève d'une vision élargie, englobant tout moyen qui, bien que dépassant la sphère militaire, peut être employé dans des opérations de combat. Selon cette approche, tout ce qui peut servir l'humanité peut également lui nuire. Autrement dit, rien aujourd'hui ne peut échapper à une éventuelle transformation en arme ; notre compréhension de l'armement exige donc une prise de conscience qui s'affranchit de toutes les frontières. Alors que les progrès technologiques multiplient les types d'armes, une évolution de notre pensée peut, d'un seul coup, élargir considérablement le champ de l'arsenal disponible. À nos yeux, un krach boursier provoqué par l'homme, une attaque par virus informatique, ou encore une rumeur ou un scandale entraînant une fluctuation des taux de change du pays adverse ou exposant ses dirigeants sur Internet, peuvent tous être classés parmi ces armes relevant du nouveau concept. Ce nouveau concept d'armement oriente le développement de ces armes, tandis que celles-ci concrétisent ce concept. Face à la prolifération de ces armes, la technologie n'est plus le facteur prédominant ; le véritable moteur sous-jacent réside dans une nouvelle conception de l'armement. ... Nous croyons qu'un beau matin les hommes découvriront avec surprise que des objets aimables et pacifiques ont acquis des propriétés offensives et meurtrières » [6].

... à la compétition et ses aspects

De par leurs institutions peu complémentaires et leurs formes de capitaux peu diversifiées, les sociétés postcoloniales ont du mal à faire face à la com-



pétition mondiale des différentes formes de capitaux. La guerre est un aspect de la compétition, elle est celle violente des armes militaires. La compétition et la guerre étant l'une dans l'autre, la compétition préparant la guerre, la guerre étant fondamentalement davantage non militaire (celles économique et cognitive étant particulièrement d'actualité) que militaire, on peut dire pour ces sociétés que la guerre coloniale s'est prolongée en guerre non militaire. Une guerre non militaire qui était sous-jacente à la guerre militaire et la complétait, mais qui aujourd'hui dispose d'autres moyens bien plus efficaces. La surproduction matérielle et symbolique occidentale a submergé les sociétés coloniales puis postcoloniales. On a donc tort de ne considérer la compétition que sous son seul aspect violent et militaire, la guerre et la compétition sont une, la compétition militaire et non militaire est une, toutes sont des aspects de la compétition/guerre, seul l'aspect dominant change. C'est de la compétitivité sociale, l'investissement social dans les différentes compétitions, qu'émerge la capacité guerrière. Et c'est en tenant compte de l'unité de la guerre/compétition et de ses différents aspects, qu'il est possible de penser les transitions, savoir comment l'on passe de la domination d'un aspect à celle d'un autre, comment prédisposer les transitions et favoriser un aspect plutôt qu'un autre. Car il s'agit précisément d'éviter la guerre, cause de grandes destructions et non pas de promouvoir la guerre partout. Et de ne l'engager que contraint quand la victoire est déjà déterminée (Sun Tzu), que quand celui qui l'engage a déjà perdu. Ceux qui engagent des guerres aujourd'hui sont ceux qui vont les perdre, ils achètent du temps. Quand les formes de capitaux ont formé leur unité, en particulier autour du capital social et humain, la destruction de leur forme matérielle n'empêchera pas leur reproduction. Ce pour quoi, dans les sociétés postcoloniales qui ne sont pas compétitives,

qui ne peuvent pas faire face à la compétition, à certaines façons de faire la guerre, on assiste chez elle à une domination du militaire sur le civil, une militarisation de la vie sociale et politique. L'aspect militaire domine les autres. Les armes militaires peuvent détruire les armes non militaires, mais elles ne peuvent pas les vaincre, elles ne peuvent qu'achever le travail des armes non militaires. Le problème pour ces sociétés n'est pas dans la militarisation, qui résulte en fait de la faiblesse de ses différentes formes de capitaux, il est dans le fait que la militarisation ne se transforme pas en civilisation, comme cela a été le cas avec les sociétés européennes. Il est dans l'indifférenciation de ses formes de capitaux, de ses armes. Les sociétés postcoloniales mènent le combat adapté à leurs armes importées au lieu de produire et de concevoir les armes adaptées à leur combat [7], aussi adoptent-elles les usages de ces armes importées et s'engagent dans des combats qui ne peuvent pas être les leurs. Le combat algérien hier, iranien aujourd'hui, pour l'indépendance, l'a conduit à fabriquer les armes de son combat. L'on se souvient de la formule d'un héros national. Voilà pourquoi le moins bien armé militairement peut user la force du mieux armé militairement dans les guerres asymétriques, dans les guerres hybrides. Il utilise d'autres armes. La guerre ne met pas en cause le seul aspect militaire. Dans leur lutte anticoloniale, les colonisés se sont battus pour leur dignité humaine. Humains ils étaient comme leur colonisateur. Ils se battaient pour une égale liberté avec ceux qui prétendaient les dominer. Mais avec la fin de ce combat, un autre les attend, non plus celui d'être semblables aux ex-colonisateurs, mais celui d'être semblables et différents, celui de pouvoir s'autogouverner, de suivre leur propre voie, de cultiver leur propre tradition. Ils ne peuvent autrement obtenir une égale liberté avec

ceux qui les avaient dominés. À l'ère de l'imitation (« nous pouvons imiter ») doit succéder celui de l'innovation (« nous devons innover »). Par exemple, au communisme de la Chine a succédé l'économie de marché socialiste puis le socialisme aux caractéristiques chinoises. Imiter sans renoncer à être soi-même conduit à innover.

Instituer des rapports non dichotomiques

Le processus de construction par le haut de la société s'adapte avec les évolutions technologiques. La démocratie parlementaire n'a pas remis en cause cette construction par le haut, elle l'a aménagé, grâce au nouveau pouvoir des travailleurs qu'ont rendu possible les premières révolutions industrielles et la concentration de travailleurs. Premières révolutions industrielles qui ont elles-mêmes rendu possible la conquête du monde par la surproduction et l'embrigadement des travailleurs par la consommation. Une sorte de construction par le bas participe à la construction par le haut sans la remettre en cause grâce à la séparation des domaines du civil et du militaire, du politique et de l'économique qui renvoient aux deux monopoles de la violence et de la propriété. Le rapport asymétrique du capital et du travail, de la société armée de ses multiples capitaux et celle qui en est démunie, est toujours là. Rapport planétaire et rapport local se codéterminant, la domination du monde a rendu possible la coopération de classes. L'inégalité du monde faisant l'égalité de certaines sociétés. Avec les nouvelles révolutions industrielles, une autre configuration de pouvoir se met en place dans le cadre de cette construction par le haut de la société. Le pouvoir des travailleurs et des propriétaires humains change, il se réfugie davantage dans la partie supérieure de la société. Les travailleurs et artefacts non humains font irruption dans les relations sociales, se modifient alors la structuration des collectifs humains et des rapports de force. Ce modifie la société. C'est là l'occasion de dangers et d'opportunités. Dangers pour les anciennes infrastructures, opportunités pour les nouvelles. Opportunités pour les sociétés émergentes qui pourront se saisir des nouvelles technologies. Ce sont avec ces nouvelles révolutions que les économies émergentes pourraient créer de nouvelles chaînes de valeur qu'elles pourraient maîtriser. À l'aube de ces nouvelles révolutions technologiques, il ne s'agit plus de rattraper, de remonter des chaînes de valeur, mais d'innover. Les infrastructures, les organisations seront différentes de celles des premières révolutions.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

ACCORD DE PÊCHE
MAURITANIE-
SÉNÉGAL
**Les pêcheurs
artisansaux affûtent
leurs propositions
avant le
renouvellement du
protocole**

L'accord de pêche entre la Mauritanie et le Sénégal signé en 2001 permet à 500 embarcations sénégalaises de pêcher 50.000 tonnes de poissons pélagiques par an dans les eaux mauritaniennes. En prévision de la reconduction de cet accord, les organisations professionnelles des deux pays affinent, à Nouakchott, leurs propositions pour une gouvernance optimale d'un secteur stratégique pour les deux pays. La pêche est un secteur stratégique pour la Mauritanie et le Sénégal, états disposant de plusieurs centaines de kilomètres de façade atlantique. Au Sénégal, la pêche fait vivre environ 600.000 personnes sur une population de 18,5 millions. Il en est de même dans la Mauritanie voisine où le secteur emploie plus de 120.000 personnes, mais subit la concurrence des usines de transformation et de la pêche industrielle qui réduisent la disponibilité du poisson pour la population. Les deux pays voisins sont liés par un accord vieux d'un quart de siècle et régulièrement reconduit, permet à 500 embarcations sénégalaises de pêcher jusqu'à 50.000 tonnes de poissons pélagiques par an dans les eaux mauritaniennes. avec obligation de débarquer 6% des prises sur le sol mauritanien pour approvisionner le marché local. En prévision du renouvellement du protocole de pêche entre Nouakchott et Dakar, les organisations professionnelles de pêche artisanales préparent les propositions les plus pertinentes qu'elles soumettront aux gouvernements, pour une gestion rationnelle des ressources et une gouvernance optimale du secteur. Ces organisations ont pour objectif de redynamiser la coopération et renforcer le dialogue autour de l'accord de pêche, qui lie Nouakchott et Dakar depuis 2001 et devrait faire l'objet d'un renouvellement au cours des prochains mois. Les conclusions de la rencontre seront une contribution du secteur artisanal pour une pêche durable et la préservation de ressources partagées, en constante baisse. La rencontre se déroule sous la supervision de la Confédération Africaine des Organisations de Pêche Artisanale (COAPA), qui joue un rôle clé dans la défense des droits des pêcheurs. Les acteurs en concertations à Nouakchott, sont issus de la Fédération Nationale de Pêche Artisanale de Mauritanie et le Conseil National Inter Professionnel de la Pêche Artisanale au Sénégal (CONIPAS). Sid' Ahmed Abeidna, président de la Commission Mauritano Sénégalaise de Pêche Artisanale, insiste sur "une coopération exemplaire entre la Mauritanie et le Sénégal qui dure depuis 2001. Agence

INTERNET

L'Égypte renforce ses capacités régionales avec un nouveau câble sous-marin

Sur le continent, le pays compte le plus grand nombre de câbles sous-marins. Selon la plateforme Submarine Cable Map, une vingtaine de câbles lui sont actuellement reliés, auxquels s'ajoutent cinq autres systèmes en cours de construction.

Par Rédaction Internationale

L'Égypte veut construire un câble sous-marin d'environ 200 km reliant Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, à Taba, sur le golfe d'Aqaba. Porté par Telecom Egypt et la société grecque Power Sub Link (PSL), le projet doit ajouter une liaison à forte capacité au réseau égyptien et offrir de nouvelles possibilités d'acheminement aux opérateurs internationaux. Un protocole d'accord a été signé entre les deux parties le mercredi 2 septembre pour ce câble dont l'entrée en service est prévue pour le quatrième trimestre 2027. Sa capacité de conception atteindra environ péta-bits par seconde. Telecom Egypt indique que la liaison doit réduire les pertes de signal, améliorer les performances du réseau et accroître les capacités disponibles pour le transport de données.

De la mer Rouge à la Méditerranée, une nouvelle continuité sous-marine

Le projet prolongera jusqu'à Taba le Red Sea Subsea Festoon Cable System de Telecom Egypt. Il créera ainsi une continuité entre plusieurs points d'atterrissage : Suez, Zaafarana, Ras Gharib, Charm el-Cheikh et Taba. Cette nouvelle liaison de 200 km s'intègre dans l'architecture Red2Med, qui relie les installations de la mer Rouge au corridor terrestre ICE et permet de rejoindre les infrastructures de Port-Saïd sur la Méditerranée. Elle offre ainsi aux opérateurs la possibilité de faire circuler les flux entre la mer Rouge et la Méditerranée par plusieurs chemins. L'arrivée du nouveau câble à Taba étend

cette architecture vers l'extrémité orientale de la mer Rouge. Telecom Egypt présente le projet comme une étape dans la création d'un corridor numérique oriental reliant la mer Rouge à la Méditerranée à travers le Sinaï.

Les vulnérabilités persistantes de la mer Rouge

La multiplication des chemins prend une importance particulière dans une zone où plusieurs câbles internationaux ont déjà connu des interruptions. En février 2024, des incidents avaient touché les systèmes AAE-1, EIG et SEACOM/Tata TGN-Eurasia dans la mer Rouge. Ces câbles assurent des connexions entre différentes parties de l'Europe, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie. La région a de nouveau connu des perturbations en septembre 2025. Plusieurs câbles avaient alors été endommagés, provoquant des ralentissements dans plusieurs pays d'Asie et du Moyen-Orient. Les opérateurs ont pu réacheminer une partie du trafic par d'autres infrastructures, mais ces opérations entraînent une hausse de la latence. Cette vulnérabilité tient en partie à la concentration des infrastructures sur certains passages stratégiques. Selon l'International Cable Protection Committee, une quinzaine de câbles sous-marins passent par le seul détroit de Bab el-Mandeb, à l'entrée méridionale de la mer Rouge. Une perturbation sur ce type de passage peut donc avoir des conséquences bien au-delà du pays où elle survient.

Capter davantage de trafic international

Le nouveau câble s'inscrit dans une stratégie déjà engagée par Telecom Egypt pour accroître sa présence sur le marché du transit de données. Selon les informations présentées par l'opérateur pour Capacity Europe 2026, ses infrastructures acheminent plus de 90 % du trafic international de données entre l'Europe et l'Asie, ainsi qu'entre l'Europe et l'Afrique. La capacité de transit annoncée dépasse désormais 330 Tb/s. L'opérateur cherche aussi à valoriser cette infrastructure auprès des acteurs internationaux. Son offre WeConnect lancé en 2023 permet aux clients de combiner des capacités issues de plusieurs systèmes sous-marins et de disposer de différents chemins pour relier les marchés européens, africains, asiatiques et moyen-orientaux. Pour rappel, Telecom Egypt a enregistré 34,5 milliards de livres égyptiennes (environ 680 millions de dollars) de revenus dans les activités International Carriers et International Customers & Networks au cours de l'exercice 2025. Ce montant ne correspond toutefois pas exclusivement aux activités liées aux câbles sous-marins, ces deux catégories couvrant plusieurs services destinés aux opérateurs internationaux et aux clients de réseaux. En 2023, Amr Talaat, alors ministre des Communications et des Technologies de l'information, avait indiqué que le pays investissait plus de 600 millions de dollars dans le développement de son réseau de câbles sous-marins. Selon lui, ces investissements devaient générer à terme 250 millions de dollars de revenus annuels.

TUNISIE

TRE et tourisme injectent 11,66 milliards de dinars

Les transferts des Tunisiens résidant à l'étranger et les recettes touristiques ont dépassé ensemble 11,66 milliards de dinars à fin août 2026, en hausse de 5,13 % sur un an. Les TRE gardent une légère avance et apparaissent comme le flux le plus régulier, alors que les réserves de change restent sous pression. À fin août 2026, deux sources de devises continuent de jouer un rôle déterminant dans l'équilibre extérieur de la Tunisie. Les revenus du travail, composés principalement des transferts des Tunisiens résidant à l'étranger, atteignent environ 6,14 milliards de dinars, tandis que les recettes touristiques s'établissent autour de 5,52 milliards de dinars. Ensemble, ces deux flux dépassent 11,66 milliards de dinars, soit une progression annuelle de 5,13 %. Les TRE restent devant, avec une hausse de 5,28 %, légère-

ment supérieure à celle du tourisme, estimée à 4,96 %. L'écart reste limité, mais sa portée économique est plus importante qu'il n'y paraît. Le tourisme demeure une source majeure de devises, mais son évolution dépend fortement de la saison, du transport aérien, de la conjoncture des marchés émetteurs et des dépenses réalisées par les visiteurs. Les transferts des TRE présentent un profil différent. Ils reposent largement sur des flux familiaux récurrents, destinés à la consommation, au logement, aux études, à la santé ou à l'épargne. Cette régularité leur confère un rôle d'amortisseur particulièrement précieux lorsque les autres sources de financement extérieur ralentissent. À ce stade de 2026, les TRE représentent environ 52,7 % du total cumulé des deux flux, contre 47,3 % pour le tourisme.

Des devises en hausse, mais des réserves sous tension

Cette progression ne signifie toutefois pas que la contrainte extérieure s'est dissipée. Au 3 septembre 2026, les avoirs nets en devises de la Banque centrale de Tunisie se situaient autour de 25,27 milliards de dinars, soit l'équivalent de 99 jours d'importation. Le contraste est significatif : les entrées issues des TRE et du tourisme progressent, mais le coussin de réserves reste sous pression. La raison tient notamment aux besoins croissants en devises générés par le commerce extérieur. Sur les sept premiers mois de 2026, le déficit commercial tunisien a atteint environ 14,96 milliards de dinars, contre 11,90 milliards un an auparavant. Les importations ont progressé plus rapidement que les exportations.

Agence

EXTERNALISATION DE L'IA

Huit Etats africains dans le Top 25 des destinations les mieux préparées

L'Afrique du Sud tient le haut du pavé sur le continent et occupe la 8e place au plan mondial, notamment grâce à une forte adoption de l'IA par la population en général et par les entreprises.

Huit pays africains, dont l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria, figurent parmi les 25 destinations mondiales les mieux préparées à l'externalisation de l'intelligence artificielle, selon un classement publié en juin par Ataraxis, une société américaine spécialisée dans l'externalisation et le recrutement de talents mondiaux. Le « Global Outsourcing AI Readiness Index » mesure le niveau de préparation à l'externalisation de l'IA dans les 25 principales destinations mondiales de l'outsourcing figurant dans l'édition 2026 du « Global Outsourcing Talent Index » d'Ataraxis publié en avril dernier, et qui a couvert 193 pays et territoires.

Alors que de plus en plus d'entreprises mondiales confient le développement, l'intégration ou la gestion de leurs outils d'IA à des prestataires externes spécialisés, l'indice de préparation à l'externalisation de l'IA s'appuie sur 15 indicateurs issus de rapports accessibles au public et de sources internationalement reconnues dans les domaines de l'adoption de l'IA, du développement des compétences et de la transformation numérique des entreprises, dont Microsoft, OpenAI, LinkedIn, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Coursera et GitHub. Ces indicateurs sont répartis en 4 sous-indices : l'adoption de l'IA par la population (diffusion actuelle, trajectoire, connectivité) ; la maîtrise de l'IA par les employés (concentration de talents en IA, écosystème des développeurs, prépa-

ration démographique) ; l'adoption de l'IA par les entreprises (taux de déploiement, pénétration d'OpenAI, taux de passage du projet pilote à la mise en production, profil des obstacles, profondeur sectorielle) ; le parcours de formation en IA (classement Coursera et maturité en matière d'IA, inscriptions aux formations en matière d'IA générative, performances dans les disciplines STEM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques) et politique éducative en matière d'IA).

L'Afrique du Sud, leader incontesté sur son continent

Pour chaque sous-indice, une note est attribuée aux pays couverts par le classement sur une échelle allant de 0 à 100 points. Plus la note est élevée, plus le niveau de préparation à l'IA est élevé dans le sous-indice. Le score global est obtenu par une moyenne pondérée des quatre sous-indices, sur une échelle allant également de 0 à 100 points, selon la pondération suivante : l'adoption de l'IA par la population (30 %), la maîtrise de l'IA par les employés (30 %), l'adoption de l'IA par les entreprises (25 %), le parcours de formation en IA (15 %). L'Afrique du Sud occupe le 8e rang sur les 25 pays couverts par l'indice « Global Outsourcing AI Readiness Index », avec un score global de 66,5 points. La nation arc-en-ciel réalise ses meilleures performances dans les volets adoption de l'IA par la population (78 points) et adoption

de l'IA par les entreprises (65 points). Le parcours de formation en IA est cependant le point faible du pays (53 points), soulignant que des investissements continus dans la formation en IA et le développement des compétences seront essentiels pour maintenir sa position en tant que destination de choix pour l'externalisation de l'IA sur le continent. L'Égypte occupe la 2e place à l'échelle africaine et le 16e rang mondial avec un score global de 49,35 points, devant le Nigeria (17e rang mondial et 49,15 points), le Kenya (18e/47,6 points), le Maroc (19e/43,35 points), le Ghana (20e/42,25 points), l'Ouganda (24e /25,1 points) et l'Éthiopie (25e/24,2 points). À l'échelle mondiale, l'Inde occupe le 1er rang avec un score de 84,55 points. Viennent ensuite le Brésil (76,1 points), la Malaisie (75,65 points), la Hongrie (69,1 points) et les Philippines (69,05 points). Ataraxis a également analysé les sept principaux marchés à l'origine de la demande mondiale de services de business process outsourcing (BPO). Les États-Unis concentrent à eux seuls 36 % des dépenses mondiales, estimées à 138,8 milliards USD, devant le Japon (5,9 %), le Royaume-Uni (5,2 %), l'Allemagne (3,7 %), le Canada (2,7 %), la France (2,2 %) et l'Australie (2,2 %). Par ailleurs, lorsque ces marchés sont classés selon leur maturité en matière d'IA, les USA arrivent en tête, devant le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Australie, le Canada et le Japon.

Synthèse R I.

MANGUE AU SÉNÉGAL

Une campagne 2026 mieux maîtrisée, mais des risques encore présents

Au Sénégal, la mangue est le principal fruit exporté. La filière qui a connu d'importantes perturbations sur le marché européen il y a quelques années se remet progressivement de ces années difficiles. Un satisfécit, mais quelques nuages qui continuent de pointer à l'horizon. C'est le sentiment global qui règne dans le rang des exportateurs sénégalais de mangue à l'issue de la campagne 2026. Plus d'un mois après l'achèvement

de cet exercice commercial en juillet dernier, aucun chiffre officiel n'a encore été donné par la Direction de la protection végétale (DPV), organisme public rattaché au ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage. Mais en coulisses, les estimations vont déjà bon train. « Les exportations vers l'Europe ont dépassé 19 000 tonnes, contre 14 000 tonnes la saison dernière », indiquait en août dernier, à FreshPlaza, Amadou Ndiaye Seck, directeur

d'A.N.S Inter-Export et membre du conseil d'administration de l'interprofession mangue sénégalaise.

Pendant ce temps, d'autres acteurs préfèrent jouer la prudence

« Il est très tôt de faire un bilan exact pour 2026. Le bureau exécutif de la DPV n'a pas encore fait une rencontre avec l'ensemble des acteurs de la filière mangue pour voir le résultat. Chaque exportateur peut uniquement estimer ses propres volumes.

Pour notre part, nous avons augmenté nos volumes par rapport à l'année dernière », confie à l'Agence Ecofin, Aminata Diouf, directrice générale du Domaine agricole de Nema situé dans la région de Fatick, l'un des principaux pôles de production avec la Casamance (Sud) et la zone des Niayes (Ouest). Quoi qu'il en soit les acteurs s'accordent pour dire que la filière a marqué durant la campagne écoulée des points dans la bataille qui l'oppose depuis plusieurs années à sa princi-

pale bête noire : la mouche des fruits.

Si ce ravageur de la famille des Tephritidae, reconnaissable aux taches jaunes qui marquent son thorax, constitue une menace pour l'ensemble des filières fruitières d'Afrique de l'Ouest, la deuxième économie de l'UEMOA en a particulièrement subi les conséquences. Les déboires enregistrés en 2022, restent ainsi toujours dans les mémoires.

Agence

CÔTE D'IVOIRE

L'australien Dalaroo démarre l'exploration d'or

En 2025, la Côte d'Ivoire a attiré 186 millions USD d'investissements dans l'exploration minière, devenant la première destination africaine en la matière selon S&P Global Market. Une dynamique particulièrement visible dans l'or, où les juniors multiplient les projets sur fond de marché haussier. La junior minière Dalaroo Metals Limited a annoncé jeudi 3 septembre le lancement d'une première campagne d'exploration sur son projet aurifère Bondoukou, en Côte d'Ivoire. Si le

budget alloué au programme n'a pas été précisé, la société inscrit cette décision dans le prolongement d'une levée de fonds de 2,5 millions de dollars australiens (1,8 million USD) réalisée plus tôt en août. Le programme prévoit environ 12 000 mètres de forage à circulation inverse (RC), dont une première phase de 4 200 mètres est déjà en cours. Celle-ci doit permettre de tester les cibles Wilfried, Mag et Ali, identifiées à Bondoukou à la suite de travaux préliminaires de cartographie et d'exploration de surface.

Son achèvement est prévu sous deux à quatre semaines, avec des résultats d'analyse attendus au début du quatrième trimestre. Ceux-ci serviront ensuite à déterminer les prochaines étapes du programme, notamment le lancement potentiel des 7 800 mètres de forage supplémentaires prévus. Pour Dalaroo, cette campagne prolonge un pari engagé dès 2025 sur le potentiel aurifère ivoirien avec Bongouanou, un autre projet d'exploration. Elle intervient dans un contexte porteur pour le secteur, marqué

à la fois par des prix de l'or historiquement élevés et par l'intérêt croissant des juniors pour les ressources encore à développer en Côte d'Ivoire. En 2025, le pays a attiré 186 millions USD d'investissements dans l'exploration minière, se classant au premier rang des juridictions africaines en la matière. À Bondoukou, Dalaroo mise par ailleurs sur un avantage géographique, son projet étant situé à quelques kilomètres seulement de la future mine d'or Assafou d'Endeavour Mining

Agence

RWANDA

Le barrage

Nyabarongo II promet bien plus que ses 43,5 MW d'électricité

Le Rwanda vise l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Pour y parvenir, le pays accélère la construction de nouvelles capacités de production face à un déficit structurel persistant.

À 75 % d'avancement, Nyabarongo II s'apprête à devenir la plus grande centrale hydroélectrique du Rwanda. Son réservoir de 67 km² pourra irriguer 20 000 hectares et accueillir jusqu'à 200 mégawatts (MW) de solaire flottant, selon le Premier ministre Justin Nsengiyumva.

L'Energy Development Corporation Limited (EDCL), filiale du Rwanda Energy Group (REG) qui pilote le chantier prévoit la mise en service en décembre 2027, selon New Times lundi 31 août. Avec un calendrier initial pour une livraison en 2025, le chantier qui emploie plus de 700 Rwandais en période de pointe, accuse un retard de près de deux ans. Les restrictions liées au Covid-19 avaient retardé les opérations de relogement des populations, rapporte African Energy.

Une fois finalisée, l'installation ajoutera quelque 43,5 MW au réseau électrique rwandais et dépassera Nyabarongo I, qui affiche 28 MW de capacité installée.

« Il n'y a pas assez de capacité pour satisfaire la demande », a déclaré Theoneste Higaniro, directeur Génération et Transmission à l'EDCL.

Nyabarongo II s'inscrit dans un programme national qui vise l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Le programme comprend aussi les centrales de Butamwa, Juru et Lake Sake. Kigali a confié le volet le plus ambitieux au groupe chinois Sinohydro. L'Export-Import Bank of China a accordé un prêt concessionnel de 214 millions de dollars en février 2020. Le coût total dépasse 340 millions de dollars.

La Banque africaine de développement et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures soutiennent aussi le secteur énergétique rwandais. Les deux institutions ont engagé 300 millions de dollars pour des projets d'énergie propre dans le pays.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les bonnes nouvelles redeviennent des mauvaises nouvelles

L'envolée des cours pétroliers et des rendements obligataires ont très nettement pesé sur les places européennes cette semaine, d'autant plus avec la perspective d'une hausse de taux de la BCE la semaine prochaine. Wall Street a en revanche mieux résisté, portée à nouveau par la tech. Avec des anticipations de hausse des taux à quasi 50/50 jeudi soir, suite aux propos de Waller, le rapport mensuel sur l'emploi semble finalement réduire les espoirs d'un statu quo, les créations d'emplois étant très supérieures aux attentes.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOPS Europe

Soitec +18,8 % : le fabricant de substrats semi-conducteurs est propulsé jeudi par des résultats supérieurs aux attentes, salués par plusieurs analystes, qui voient dans le dossier un bon vecteur pour jouer l'IA. Dormakaba +16,55 % : le fabricant suisse de systèmes de contrôle d'accès profite de la publication de résultats annuels bien reçus par le marché, puis de la validation par la Commission des offres publiques d'acquisition de sa clause d'opting-out dans le cadre d'une restructuration de son actionnariat. Vodafone +6,04 % : belle semaine pour l'opérateur britannique, qui a finalisé la cession de sa participation dans VodafoneZiggo à Liberty Global et qui a bénéficié d'un coup de pouce de Goldman Sachs. Le broker a inversé son opinion en passant de vendre à acheter, avec un objectif de cours porté de 85 à 155 GBX. Volkswagen +5,01 % : le constructeur automobile allemand reçoit jeudi le feu vert de son conseil de surveillance pour lancer son vaste plan de restructuration, perçu comme une étape décisive de son redressement. Un compromis a été trouvé, même si le groupe va devoir se séparer progressivement de 50 000 salariés. Novartis +4,72 % : le laboratoire bâlois bondit mardi après la publication des résultats positifs de ses deux essais de phase III REMODEL pour le remibrutinib, un traitement oral contre la sclérose en plaques rémittente. Ce candidat médicament a significativement réduit le taux de rechute annualisé face à la tériflunomide, s'imposant comme le premier inhibiteur de la BTK à franchir ce double cap clinique.

FLOPS Europe

Volitalia -23,6 % : le producteur d'électricité renouvelable s'effondre après avoir révisé à la baisse ses perspectives, anticipant désormais une perte nette sur l'ensemble de l'exercice 2026 là où un résultat positif était attendu. Les objectifs de bénéfices 2027 sont par ailleurs gelés. Bakkafröst -11,65 % : le producteur de saumon dévisse après la publication, avant l'ouverture des marchés, de résultats du deuxième trimestre 2026 nettement inférieurs aux attentes. Des difficultés biologiques et de faibles volumes de récolte en Ecosse ont en outre conduit à un résultat net négatif, annulant l'effet d'une récolte record aux Îles Féroé. Rheinmetall -10,45 % : l'industriel allemand de la défense a souffert, dans un contexte de marché sous pression liée à la hausse des taux, et poursuit sa contraction malgré une série d'annonces contractuelles. Deutsche Bank maintient néanmoins sa recommandation à l'achat avec une cible de 1 800 euros, jugeant le projet de budget allemand 2027 favorable à la thèse d'investissement. Partners Group -9,39 % : le gestionnaire d'actifs suisse dévisse mardi après l'annonce conjointe d'un changement de directeur général et d'une performance semestrielle en repli, pénalisée par la chute des commissions de performance. Plusieurs analystes ont réduit leurs objectifs. Brunello Cucinelli -9,07 % : la maison de cachemire italienne pâtit mardi d'un mouvement de repli généralisé sur le luxe européen, les investisseurs restant prudents quant aux perspectives de reprise de la consommation haut

de gamme. Cette défiance sectorielle pèse sur des valeurs perçues comme sensibles à l'évolution de la demande mondiale. Hermès, LVMH ou Kering ont souffert, elles aussi, cette semaine.

TOPS US

Summit Therapeutics +28,22 % : le laboratoire bondit jeudi après la publication par son partenaire Akeso de données de survie globale très favorables issues de l'étude de phase III HARMONi-2: ivonescimab en monothérapie y démontre un avantage statistiquement significatif sur le pembrolizumab dans le cancer du poumon non à petites cellules avec expression positive de PD-L1. Ces résultats confortent le potentiel d'ivonescimab comme thérapie de référence dans l'une des indications oncologiques les plus disputées. Dell Technologies +14,88 % : le numéro un mondial des serveurs d'entreprise progresse nettement après la publication de résultats trimestriels record : un chiffre d'affaires de 47 milliards de dollars en hausse de 58% en glissement annuel et un carnet de commandes en serveurs dédiés à l'intelligence artificielle atteignant 95 milliards de dollars. Le groupe a simultanément relevé ses objectifs annuels. Robinhood +17,12 % : les valeurs liées aux cryptomonnaies ont progressé en fin de semaine, avec la réduction des anticipations de hausse de taux de la Fed. Strategy et Coinbase figurent également au palmarès des vives hausses hebdomadaires.

FLOPS US

Ciena -15,18 % : malgré des résultats trimestriels très au-dessus des attentes, le fabricant américain d'équipements de réseaux optiques pâtit d'un phénomène classique de "vendre la nouvelle" : le groupe a pourtant triplé son BPA et relevé ses objectifs annuels de revenus à 6,42 milliards de dollars, soit une progression de 35% en glissement annuel. Lululemon -16,72 % : la marque canadienne de vêtements de sport plonge après la publication de résultats du deuxième trimestre inférieurs aux attentes, conjugués à une révision à la baisse de ses prévisions annuelles. MongoDB -17,44 % : l'éditeur de bases de données a publié des résultats trimestriels conformes aux attentes et a relevé ses prévisions annuelles de BPA, mais le marché juge la dynamique de croissance trop modeste pour justifier la valorisation. Palo Alto -10,32 % : le leader américain de la cybersécurité a dévisé cette semaine, malgré des résultats trimestriels supérieurs aux attentes, publiés la veille au soir: le marché sanctionne des perspectives fiscales 2027 jugées trop prudentes, une marge brute en recul de 100 points de base à 74,8% et un avertissement de la direction sur la hausse accélérée des coûts d'hébergement cloud et de stockage.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le pétrole signe sa meilleure semaine depuis juillet

La flambée des tensions entre Washington et Téhéran a propulsé le brut à ses plus hauts niveaux de l'été, portant le Brent et le WTI vers leurs gains hebdomadaires les plus marqués depuis la mi-juillet. Les métaux précieux ont suivi, modestement, tandis que le cuivre est resté à l'écart du mouvement. L'escalade militaire au Moyen-Orient a été le

moteur exclusif de la semaine sur les marchés pétroliers. Le Brent a dépassé les 95 USD/bbl (+5%), porté par la reprise des hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran. Des frappes américaines sur le territoire iranien, des tirs de missiles et de drones iraniens contre une base américaine au Koweït, et la poursuite du blocus naval des ports iraniens ont alimenté des craintes croissantes sur la continuité des flux dans le détroit d'Ormuz. L'or a connu une semaine contrastée, au gré des anticipations sur l'évolution des taux aux Etats-Unis. La remontée des pronostics de resserrement monétaire vendredi, après la publication du rapport mensuel sur l'emploi, a renvoyé l'once à la baisse, autour de 4 400 USD. Jeudi, elle avait repassé brièvement le cap des 4 500 USD.

Macroéconomie

Macro : Cette semaine, c'était l'emploi américain qui était au cœur de l'agenda macro. Au mois d'août, l'économie américaine a créé 162 000 emplois. C'est trois fois mieux que ce que le consensus attendait (55 000). De plus, les révisions des deux mois précédents ont ajouté 55 000 emplois. Le taux de chômage reste stable, à 4.1%. Des chiffres qui ont redonné corps au scénario de hausse de taux lors de la prochaine réunion de la Fed (15-16 septembre). Toutefois, le match n'est pas plié. En effet, ce rapport confirme que tout va bien du côté de l'emploi et que l'inflation est bel et bien le seul sujet d'inquiétude pour la Fed. C'est donc le CPI du mois d'août, attendu la semaine prochaine, qui cristallisera la décision. Un chiffre légèrement en dessous des attentes pourrait pousser le marché à se raccrocher aux commentaires du gouverneur de la Fed Christopher Waller. Ce dernier, considéré comme un centriste au sein du FOMC, s'est dit prêt à soutenir un maintien

des taux si l'inflation continue à ralentir. Crypto : Le bitcoin (BTC) progresse de +2,18% cette semaine et revient flirter avec les 80 000 USD. Le leader des cryptomonnaies est notamment soutenu par les ETF Bitcoin spot, qui ont enregistré plus de 900 MUSD d'entrées nettes cette semaine, dont plus de 700 millions sur la seule journée de jeudi. Un signe que les investisseurs continuent de revenir sur le BTC. La cryptosphère s'agite désormais entre deux scénarios : d'un côté, le possible retour d'un marché haussier après une année morose ; de l'autre, un simple piège haussier avant une nouvelle rechute du bitcoin. Plusieurs facteurs devraient permettre d'y voir plus clair dans les prochaines semaines : l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation, le comportement des valeurs technologiques, ainsi que les discussions réglementaires en cours aux Etats-Unis pour encadrer le secteur des cryptos. En attendant, les autres cryptos suivent le mouvement : l'ether (ETH) progresse de +1,46% à 2 450 USD, Solana (SOL) gagne +0,5% à 101 USD et Binance Coin (BNB) bondit de +4,48% à 715 USD. Le marché continue de spéculer sur le prochain mouvement de la banque centrale américaine, à douze jours d'une décision très attendue. Jusqu'au milieu de la semaine, il anticipait une hausse des taux, dans le sillage d'un discours belliciste de Kevin Warsh. Jeudi, le scénario du statu quo a brusquement regagné du terrain après une intervention nettement plus accommodante de Christopher Waller. Vendredi, nouveau retournement : la publication d'un rapport mensuel sur l'emploi meilleur que prévu a de nouveau renforcé les anticipations de hausse... Une bonne nouvelle (pour l'économie) est une mauvaise nouvelle (pour les taux).

SOURCE: Zonebourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 septembre 2026
Valeur : 07 septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.2401	133.2551
1	EUR	EURO		154.4919	154.5226
1	GBP	POUND STERLING		179.8355	179.9043
100	JPY	JAPANESE YEN		83.9678	84.0037
1	CNY	CHINESE YUAN		19.8271	19.8296
1	CHF	SWISS FRANC		164.0080	164.0669
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.8079	95.8256
1	DKK	DANISH KRONE		20.6737	20.6796
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8329	13.8366
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2923	14.3177
1	AED	UAE DIRHAM		36.2746	36.2796
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4824	35.4883
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.7243	433.9144
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.2736	45.7286
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2958	14.2975
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9093	21.0165
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3260	3.3364
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.1993	182.1993

RUSSIE - CHINE

Les deux pays s'apprêtent à entamer la phase de construction d'un nouveau gazoduc

La Russie et la Chine négocient le gazoduc « Power of Baikal ». Ce gazoduc doit acheminer jusqu'à 50 milliards de mètres cubes de gaz par an vers la Chine via la Mongolie. La construction pourrait débuter d'ici peu, suite à des accords diplomatiques de haut niveau.

Le vice-Premier ministre russe Alexander Novak a récemment annoncé, lors d'un sommet sur la coopération énergétique entre la Russie et la Chine, que les deux pays négociaient la construction du gazoduc « Power of Baikal ». Cette initiative, anciennement appelée « Power of Siberia – 2 », constitue un effort stratégique visant à développer les exportations d'énergie. C'est ce que rapporte l'agence TASS.

De nouvelles voies d'acheminement pour le gaz russe

Novak a fait remarquer que, bien que les livraisons via le réseau existant « Power of Siberia » soient en augmentation, les deux pays explorent des voies d'acheminement supplémentaires, notamment le lancement de la voie « Extrême-Orient » et la réalisation éventuelle du projet « Power of Baikal ».



Le gazoduc « Power of Baikal » proposé permettrait d'acheminer du gaz naturel russe vers les marchés chinois via la Mongolie, avec une capacité annuelle prévue pouvant atteindre 50 milliards de mètres cubes. Les discussions portent actuellement sur la définition des conditions commerciales et du tracé précis du

gazoduc. Ce projet a reçu un nouvel élan à la suite d'une visite de haut niveau du président Vladimir Poutine en Chine fin 2025, qui a abouti à un accord officiel portant sur la construction de la ligne de transit « Soyouz Vostok » et du système « Power of Siberia 2 ».

Le projet aborde la phase de construction

Selon le ministre russe de l'Énergie, Sergueï Tsivilyov, le projet est sur le point d'entrer dans la phase de construction proprement dite. Ces annonces ont coïncidé avec le Forum économique de l'Est, qui s'est tenu à Vladivostok du 1er au 4 septembre. Ce forum, organisé par la Fondation Roscongress et soutenu par l'État, s'est concentré cette année sur les avantages sociaux du développement de la région de l'Extrême-Orient

Rédaction économique

GRANDE-BRETAGNE

Londres réduit son taux d'actualisation pour stimuler l'investissement

La Grande-Bretagne va abaisser le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les projets d'infrastructure publique à long terme, le faisant passer de 3,5 % à 3 %, a annoncé le Trésor vendredi, alors que le gouvernement cherche à encourager l'investissement à travers le pays. Ce changement s'inscrit dans le cadre des réformes du « Green Book » du Trésor, qui définit la manière dont

les ministères évaluent les projets d'investissement proposés et autres décisions de dépenses publiques. Le taux d'actualisation est utilisé pour comparer les coûts et les bénéfices survenant à différents moments dans le temps, reflétant le principe selon lequel l'argent disponible aujourd'hui a plus de valeur que la même somme perçue dans le futur. La réduction de ce taux atténue cet écart, permettant aux bénéfices at-

tendus dans plusieurs années de peser davantage lorsque les responsables évaluent si les projets offrent une valeur suffisante. Le gouvernement a indiqué que ce changement vise à offrir une évaluation plus équitable aux projets de transport, de logement et d'infrastructure sociale dans les décisions de dépenses, en particulier pour les projets dont les bénéfices économiques peuvent mettre des années à

se concrétiser. Les détails complets des réformes, incluant la réponse du gouvernement à un examen du taux d'actualisation, doivent être publiés en même temps que le budget le 28/10. Le ministre des Finances John Healey devrait également fournir de plus amples détails lors de son premier discours majeur dans ses fonctions lundi.

R I.

IMMOBILIER ESPAGNOL

Des prix au sommet, un marché qui cherche son équilibre

Le marché résidentiel espagnol présente un visage inédit : des prix qui battent record sur record, mais des transactions en recul depuis plusieurs mois, une demande solvable qui s'érode et un Euribor qui repasse au-dessus des 3 %. Le cycle ne se retourne pas, mais il change clairement de rythme, et les dernières données d'août en apportent la preuve la plus concrète à ce jour. Le marché résidentiel espagnol a abordé la 2026 avec des chiffres qui donnent le vertige. Selon Idealista, le prix moyen de l'ancien a atteint 2 933 euros le mètre carré en juillet 2026, en hausse de 13,1 % sur un an, un rythme qui s'est légèrement ralenti en août, à 12,5 % sur un an pour 2 924 euros le mètre carré. Plus significatif encore : août 2026 marque le premier repli mensuel des prix (-0,3 %) enregistré depuis fin 2022, après vingt mois consécutifs de hausses à deux chiffres. Ce léger fléchissement mensuel ne

constitue pas une correction, mais il confirme que le marché commence à absorber la pression accumulée. Il faut noter qu'Idealista a par ailleurs mis à jour sa méthodologie de calcul des prix en juillet 2026, en excluant désormais les locations saisonnières de son indice résidentiel. Une évolution appliquée rétroactivement, qui rend les comparaisons historiques avec les séries précédentes légèrement moins directes. Derrière ces chiffres, la réalité de terrain est plus nuancée. Selon les données des Registradores et de l'INE relayées par La Información en août 2026, les prix ont progressé de 68,4 % en dix ans, contre seulement 34 % pour le salaire moyen sur la même période. La conclusion s'impose d'elle-même : de moins en moins de ménages espagnols sont solvables face aux niveaux de prix actuels. Les transactions résidentielles ont chuté de 11,8 % en mai 2026 sur un an, cinquième baisse consécutive. CaixaBank prévoit 683

000 ventes sur l'ensemble de 2026, en recul par rapport au record de 714 237 enregistré en 2025. « À ces niveaux de prix, il y a de moins en moins de demande solvable. La hausse ralentira dans les prochains mois, non pas par effondrement, mais par épuisement progressif de la demande accessible. » BuenApart, analyse du marché immobilier espagnol, août 2026

L'Euribor repasse les 3 % : un signal d'alerte pour les emprunteurs

L'élément nouveau de cette rentrée est monétaire. Après un repli fin 2025, l'Euribor à 12 mois, référence pour l'essentiel des prêts hypothécaires à taux variable en Espagne, est reparti à la hausse en 2026. Sa moyenne mensuelle provisoire atteint 2,95 % en août 2026, contre 2,11 % un an plus tôt, et le taux journalier a franchi à plusieurs reprises le seuil symbolique des 3 % les 21 et 26

août, une première depuis près de deux ans. Ce mouvement s'inscrit dans le sillage de la décision de la BCE du 11 juin 2026, qui a relevé ses taux directeurs de 25 points de base, portant le taux de dépôt à 2,25 %. Un nouveau relèvement en septembre est jugé très probable par les marchés, en raison d'une reprise économique plus forte que prévu et d'une inflation zone euro qui ressort à 2,9 % en juillet. Le taux moyen des nouveaux crédits immobiliers a déjà atteint 2,96 % en juin 2026. Ce durcissement des conditions de financement frappe en premier lieu le segment le plus sensible aux variations de taux : les biens à moins de 210 000 euros, traditionnellement achetés par les primo-accédants espagnols, dont les données du premier trimestre 2026 font état d'un recul marqué des transactions.

R I.

AUSTRALIE

L'excédent commercial dépasse les prévisions en juillet

L'excédent commercial de l'Australie s'est révélé supérieur aux attentes en juillet, selon les données du Bureau australien des statistiques (ABS) publiées jeudi, bien que l'excédent se soit réduit par rapport au mois précédent, les exportations ayant reculé plus fortement que les importations. L'Australie a enregistré un excédent commercial de 1,92 milliard A\$ en juillet, au-dessus des prévisions de 1,50 milliard A\$, bien que l'excédent se soit contracté par rapport aux 2,34 milliards A\$ enregistrés en juin. Les exportations ont reculé de 3,3% en glissement mensuel en juillet, effaçant la hausse de 9,6% enregistrée en juin, tandis que les importations ont diminué de 2,5% après avoir légèrement baissé de 0,2% le mois précédent. Les exportations ont reculé à 46,26 milliards A\$, la baisse étant principalement due à la diminution des expéditions d'or non monétaire et de charbon. Les exportations d'or non monétaire ont chuté de 26,1%, tandis que le charbon, le coke et les briquettes ont reculé de 4,3%. Les minerais métalliques et les minéraux ont également baissé de 1,6%. Certaines catégories ont toutefois amorti la baisse. Les exportations d'autres combustibles minéraux ont progressé de 9,6%, tandis que les volumes d'exportation de GNL ont augmenté de 8,5%. Les exportations agricoles ont grimpé de 5,8%, soutenues par une hausse de 19% des céréales et préparations à base de céréales. Les importations ont reculé à 44,34 milliards A\$, tirées par une baisse de 7,8% des biens intermédiaires et autres marchandises, ainsi qu'une chute de 12,3% des importations de carburants et lubrifiants. Ces baisses ont plus que compensé les hausses enregistrées dans les importations de biens d'équipement et de consommation.

Agence

LG Electronics étend la solution fit & max à plusieurs catégories d'électroménager à l'IFA 2026

Le concept Fit & Max s'étend des réfrigérateurs à d'autres appareils électroménagers

LG Electronics (LG) présentera sa solution élargie Fit & Max à l'IFA 2026, qui se tiendra à Berlin, en Allemagne, du 4 au 8 septembre. Initialement appliquée à certains modèles de réfrigérateurs, l'approche « Fit Space, Max Life » de LG s'étend désormais aux lave-linge, sèche-linge et lave-vaisselle.

LG présentera ces trois catégories de produits au sein d'un espace dédié à la solution Fit & Max sur son stand à l'IFA. Installés dans des espaces reproduisant des cuisines et buanderies modernes et élégantes, les appareils illustreront la manière dont Fit & Max permet une intégration harmonieuse dans l'habitat, sans compromis sur la capacité ou les performances dont les consommateurs ont besoin.

Fit Space, Max Life

Partout en Europe, les espaces de vie deviennent de plus en plus compacts, tandis que les attentes envers les appareils électroménagers continuent d'augmenter. Les consommateurs recherchent des produits capables d'optimiser intelligemment l'espace, d'accomplir les tâches du quotidien plus efficacement et de simplifier leurs routines. Les coûts énergétiques et l'efficacité énergétique sont également devenus des critères de plus en plus importants lors de l'achat.

Lorsqu'ils choisissent un appareil électroménager, les consommateurs doivent traditionnellement trouver un équilibre entre deux priorités : choisir un modèle qui s'adapte à leur espace tout en répondant à leurs besoins quotidiens. La solution Fit & Max de LG réunit ces deux exigences, permettant ainsi aux consommateurs de ne plus avoir à choisir entre l'intégration de l'appareil dans leur espace et ses performances.

« Fit Space », qui associe flexibilité d'installation et innovation en matière de design, permet aux appareils de s'intégrer naturellement à leur environnement. Des mécanismes spécifiques au produit, notamment au niveau des portes et des charnières, ainsi que différents systèmes d'installation,



contribuent à réduire les espaces disgracieux et les dépassements inutiles, pour une apparence plus épurée et un espace plus harmonieux et fonctionnel.

« Max Life » garantit que l'optimisation de l'espace ne se fait pas au détriment de l'expérience utilisateur. Chaque appareil est conçu pour exploiter au maximum son encombrement, tout en offrant la capacité, les performances essentielles, l'efficacité énergétique et le confort d'utilisation attendus par les consommateurs.

Ensemble, Fit Space et Max Life permettent aux consommateurs d'optimiser leur espace de vie sans renoncer aux performances ni au confort.

Réfrigérateurs : s'adapter à votre style de vie, maximiser la fraîcheur

Grâce à la combinaison du système Zero Clearance, du design Thin Door de LG et d'une façade plane, les réfrigérateurs Fit & Max peuvent être installés directement contre un mur ou à côté des meubles de cuisine pour un rendu élégant et harmonieux. Le design intégré et peu encombrant des réfrigérateurs Fit & Max a permis à LG de recevoir une reconnaissance lors des iF Design Award 2026 et Red Dot Award 2026¹.

À l'intérieur, les technologies Dual FRESH-

Converter+™ et Full Convert Drawer™ offrent jusqu'à trois zones de température réglables, permettant aux utilisateurs d'adapter les conditions de conservation aux différents types d'aliments.

La technologie AI Fresh™ analyse les habitudes d'utilisation sur une période de trois semaines et utilise ces données pour optimiser le fonctionnement du système de refroidissement, afin d'assurer des conditions de conservation plus constantes et plus stables.

Les visiteurs du stand LG à l'IFA pourront découvrir les différents réglages de température des réfrigérateurs au sein de l'espace dédié à la solution Fit & Max.

Lave-linge : s'adapter à votre espace buanderie, maximiser votre temps libre

LG étend désormais Fit & Max à sa gamme de solutions dédiées au soin du linge, comprenant les lave-linge, sèche-linge et solutions de soin des vêtements. L'installation coulissante (slide-in) ainsi que les designs plats et minimalistes permettent aux appareils de s'aligner harmonieusement avec les meubles environnants et de limiter leur saillie dans la pièce, créant ainsi un espace buanderie plus épuré et optimisé. Malgré leur conception pensée pour les espaces compacts, les appareils de soin du

linge Fit & Max de LG ne font aucun compromis sur la capacité. Leur structure interne optimisée, associée à un contrôle précis basé sur un moteur inverser à entraînement direct (DD), permet de réduire les vibrations et de maximiser l'espace intérieur. Cette conception permet ainsi d'intégrer un tambour plus grand et d'offrir une capacité de lavage supérieure sans augmenter l'encombrement de l'appareil². Les technologies AI Wash™ et AI Dry™ détectent les caractéristiques de la charge et ajustent automatiquement les paramètres du cycle. Elles contribuent ainsi à réduire le temps, l'énergie et l'attention nécessaires au lavage et au séchage du linge.

Lave-vaisselle : s'intégrer à votre cuisine, maximiser les performances de nettoyage

Les lave-vaisselle LG Fit & Max adoptent un design affleurant (flush-fit) qui permet de préserver les lignes épurées et continues des meubles de cuisine environnants.

Derrière cette façade parfaitement intégrée, les lave-vaisselle proposent notamment un cycle Wash & Dry d'une heure³, ainsi que la technologie AI SenseClean™, qui détecte le niveau de salissure de chaque charge afin d'optimiser automatiquement l'efficacité du nettoyage.

Ces technologies permettent un entretien de la vaisselle plus rapide et plus adapté, réduisant ainsi la charge liée à cette tâche quotidienne et offrant aux consommateurs davantage de temps pour profiter de leur vie en dehors de la cuisine.

« Les consommateurs ne devraient pas avoir à choisir entre un appareil qui s'adapte à leur espace et un appareil qui offre la capacité et les performances dont ils ont besoin », a déclaré Baek Seung-tae, président de la LG Home Appliance Solution Company.

« Fit & Max réunit ces priorités au sein d'une même solution. En étendant cette approche à davantage de catégories d'appareils, nous souhaitons faciliter le choix des consommateurs en leur proposant des produits qui s'intègrent naturellement dans leur intérieur, tout en apportant davantage de valeur au quotidien. »

GoPro dit presque adieu aux caméras d'action et se fait racheter pour foncer vers l'intelligence artificielle

GoPro a annoncé mardi une fusion à 285 millions de dollars avec Starman Optical, qui contrôlera la grosse majorité de la nouvelle entité. L'iconique marque de caméras d'action va se lancer dans les data centers d'intelligence artificielle, la défense et l'aérospatiale.

Après vingt-quatre ans à filmer des sauts en parapente, des descentes en VTT et des sessions de surf, GoPro change radicalement de trajectoire. La société californienne, passée à deux doigts de la faillite il y a quelques mois, a annoncé ce mardi 1er septembre 2026 avoir signé un accord de fusion définitif avec Starman Optical, une entreprise spécialisée dans la photonique, qui équivaut à un rachat. L'idée est d'injecter du sang neuf dans les finances de GoPro, tout en ouvrant la société à des marchés bien plus lucratifs que celui, chahuté, des caméras embarquées. Comme l'intelligence artificielle, par exemple.

GoPro, une fusion pour repartir sur des bases saines

Que va-t-il se passer pour GoPro ? Chaque actionnaire de GoPro touchera 1,14 dollar par action en espèces, pour un montant total de 285 millions de dollars versés à l'ensemble des actionnaires. En clair, ils empochent du cash immédiat tout en restant un peu dans l'aventure, puisqu'ils conserveront environ 10 % du capital de la nouvelle entité issue de la fusion. Précisons que ce montant pourra encore être ajusté d'ici la clôture de l'opération, en fonction de la trésorerie disponible de GoPro à ce moment-là. Pour mener à bien ce dossier complexe, la société s'est entourée de la banque Houlihan Lokey pour évaluer et structurer l'opération sur le plan financier. Autre bonne nouvelle pour les comptes de GoPro, l'entreprise traînait jusqu'ici environ 92 millions de dollars de dettes, accumulées au fil des années difficiles. Avec la fusion, l'ardoise sera intégralement rem-

boursée dès la clôture de l'opération, comme pour repartir d'une page blanche financièrement parlant. Concrètement, la société n'aura plus à consacrer une partie de ses revenus au remboursement d'anciens emprunts. Elle pourra à la place réinvestir cet argent dans ses nouveaux projets, que ce soit l'intelligence artificielle, la défense ou l'aérospatiale. Même si elle est rachetée, puisque Starman Optical détiendrait 90 % du capital de GoPro, la marque continuera d'exister telle qu'on la connaît. GoPro reste cotée au Nasdaq, elle maintiendra ses caméras, son abonnement et sa plateforme cloud. La société californienne, qui avait frôlé les 4 milliards de dollars de valorisation dès son entrée en Bourse en 2014, ne pesait plus que 150 millions de dollars au moins de juin.

Direction l'intelligence artificielle et la défense

Dans cette fusion, Starman Optical apporte sa spécialité, à savoir les

transcepteurs optiques, qui sont des composants qui permettent de transmettre d'énormes quantités de données à très grande vitesse, grâce à la fibre optique. Ce sont ces pièces qui font circuler l'information à l'intérieur des data centers, qui font tourner les intelligences artificielles comme ChatGPT, Claude et Gemini. Et comme ces transcepteurs sont fabriqués directement aux États-Unis, GoPro espère profiter de la demande croissante pour des composants « made in USA », plutôt que ceux importés d'Asie, dans ce secteur en pleine explosion. Le groupe combiné veut aussi se déployer dans la défense, l'aérospatiale, la robotique et le secteur gouvernemental, des secteurs en forte demande de solutions fabriquées aux États-Unis. En sachant que GoPro détient plus de 2 500 brevets américains liés à l'optique et à l'imagerie, un trésor jusqu'ici exploité pour les sports extrêmes, on comprend l'intérêt de l'opération. L'opération, validée par les deux

conseils d'administration, attend encore l'aval des actionnaires et des régulateurs avant sa clôture prévue fin 2026, dans un climat déjà porteur pour le titre GPRO, dopé la veille par l'entrée du YouTubeur Markiplier, devenu premier actionnaire individuel de GoPro avec 8,5 % du capital. Au rang des réactions, le fondateur et patron de GoPro, Nicholas Woodman, dit vouloir faire de son entreprise un leader américain de l'imagerie et de l'optique, en s'adressant à la fois au grand public et à certains marchés comme la sécurité nationale. Charles Tebele, le CEO de Starman Holding, insiste dans le communiqué d'annonce sur la volonté de relocaliser aux États-Unis la fabrication de composants optiques stratégiques.

Reste à voir si ce pari sur l'intelligence artificielle suffira à faire oublier les années difficiles de GoPro, ou si la marque restera avant tout associée, dans l'esprit du grand public, à ses caméras embarquées et aux exploits sportifs qu'elles ont filmés.

AVEC BEAUCOUP MOINS DE PERSONNEL ET DE MODÈLES

Le groupe Volkswagen veut vendre toujours autant de voitures

"Un signal fort pour le futur du groupe Volkswagen" : c'est de cette façon que le patron de l'entreprise allemande, Olivier Blume, a salué l'approbation d'un vaste plan d'économies par le conseil de surveillance. La multinationale confirme ainsi sa volonté de supprimer 50 000 emplois supplémentaires et de diminuer drastiquement le nombre de ses modèles. Tout cela sans vendre moins de voitures pour autant. Mais quelques zones d'ombre entourent encore ce projet qui n'a sans doute pas fini de faire jaser.

Après des mois de rumeurs et de discussions, le groupe Volkswagen a fait un grand pas en avant dans sa restructuration. Son conseil de surveillance a approuvé à l'unanimité un vaste plan d'économies qui doit rendre l'entreprise "plus forte, plus compétitive et mieux positionnée pour le futur". Mais cette "opération survie" ne se fera pas sans casse sociale. La multinationale a notamment confirmé que la suppression d'environ 50 000 postes d'ici 2030 serait nécessaire. Une mesure d'autant plus radicale qu'une réduction d'effectif identique avait déjà été décidée auparavant. En tout, ce sont donc 100 000 emplois qui pourraient disparaître !

Aucune fermeture d'usine... pour l'instant

Pour l'heure, après la fermeture historique de l'usine de Dresde fin 2025, aucune autre annonce du même type n'a toutefois été effectuée. En revanche, le groupe Volkswagen évoque une surcapacité de production de plus de 500 000 unités en Europe, et il affirme qu'il ne peut pas sécuriser "une allocation compétitive de futures productions" pour ses sites allemands de Emden, Zwickau, Hanovre et Neckarsulm à l'horizon 2031-2034. Toutes ces manufactures sont donc clairement menacées.

Une "utilisation alternative" de ces usines est également envisagée, sans plus de précisions. Cela pourrait aussi bien désigner un partage des chaînes avec d'autres



constructeurs, par exemple des chinois, qu'une reconversion vers d'autres activités comme le concurrent Stellantis a prévu de le faire prochainement à Poissy, en France, dans les Yvelines. Un "concept pour une structure de production durable et compétitive en Europe" devrait permettre d'en savoir plus, mais il ne sera pas présenté avant fin juin 2027. En attendant, les salariés concernés risquent donc de trouver le temps très long.

Un nombre de modèles divisé par deux

Comme nous vous l'avions déjà annoncé, une diminution drastique du nombre de

modèles est également prévue. Ce portefeuille doit être divisé par deux, et la complexité de l'offre devrait même être abaissée de 75 %. Cela signifie donc que les niveaux de finitions et les options seront moins diversifiés qu'auparavant. Une politique qui n'est pas sans évoquer celle de Tesla ou des constructeurs asiatiques. Cela ne signifie toutefois pas que le groupe Volkswagen envisage de vendre moins de voitures qu'auparavant. Il vise toujours un objectif de neuf millions de véhicules par an, soit autant qu'en 2025, tout en portant la marge opérationnelle à 9 % d'ici 2030.

Pour cela, il faudra donc que les modèles

subsistants fassent davantage de volume. L'entreprise compte y parvenir en "excellant dans le design et la technologie". Les plateformes, architectures électroniques, systèmes d'aides à la conduite et logiciels devront en outre pouvoir "répondre aux besoins des deux hémisphères à la fois". Cela laisse planer un doute sur le devenir des partenariats signés avec Rivian, en Amérique du Nord, et avec Xpeng en Chine. Mais pour l'heure, rien ne permet de dire qu'ils seront abandonnés. Sur le premier marché, seul une "focalisation sur les segments les plus profitables" est évoquée, alors que le groupe se montre très vague sur sa stratégie dans l'Empire du Milieu.

Un plan d'économies radical qui comporte encore des zones d'ombres

Le plan d'économies de Volkswagen comporte donc encore de nombreuses zones d'ombre. Comment seront réparties toutes les suppressions de postes envisagées ? Quels seront exactement les modèles supprimés et conservés ? Y aura-t-il des fermetures d'usines ? Sans parler des rumeurs autour de la disparition d'une marque comme Seat, qui vont de nouveau bon train depuis hier et qui n'ont pas été confirmées pour l'instant. Même si les choses commencent à se décanter, la situation du premier groupe automobile européen n'a donc sans doute pas encore fini de faire parler d'elles dans les prochains mois...

Hyundai Staria électrique: désormais disponible en version Cargo



Le nouveau Hyundai Staria est désormais disponible en version Cargo, un utilitaire électrique équipé d'une batterie de 84 kWh tournant sous 800 V. Il offre jusqu'à 450 km d'autonomie WLTP et une charge utile maximale de 1.040 kg.

Premier modèle de la gamme d'utilitaires électriques Hyundai

Avec le Staria Cargo, Hyundai fait officiellement son entrée sur le marché européen des véhicules utilitaires légers électriques. En Belgique, le modèle est proposé en version fourgon fermé à trois places, avec homologa-

tion N1. Entièrement électrique, le Hyundai Staria Cargo est équipé d'une transmission aux roues avant. Son moteur électrique développe 160 kW, soit 218 ch, pour un couple de 350 Nm. Sa vitesse maximale atteint 184 km/h.

Batterie de 84 kWh et recharge rapide 800 V

Sous le plancher de chargement se trouve une batterie lithium-ion de 84 kWh. Hyundai annonce une autonomie WLTP pouvant atteindre 450 km. Le Staria Cargo repose sur une architecture 800 V, une technologie également utilisée sur les modèles



électriques Hyundai Ioniq. Sur une borne de recharge rapide en courant continu, la batterie peut passer de 10 à 80% en 20 minutes dans des conditions optimales. Pour la recharge en courant alternatif, le Hyundai Staria Cargo dispose d'un chargeur embarqué triphasé de 11 kW.

Plus d'une tonne de charge utile

Le Hyundai Staria Cargo mesure 5253 mm de long, 1997 mm de large hors rétroviseurs et 2026 mm de haut, antenne comprise. Son empattement atteint 3273 mm.

Cet utilitaire électrique offre une charge utile maximale de 1.040 kg. Son poids à vide s'élève à 2.335 kg, tandis que sa masse maximale autorisée est de 3.450 kg. Le Staria Cargo peut également tracter une remorque freinée pesant jusqu'à 2.000 kg. Son diamètre de braquage est de 11,9 m. Grâce à la fonction Vehicle-to-Load (V2L), l'utilitaire peut aussi alimenter des appareils électriques externes avec une puissance maximale de 3,5 kW.

Un espace de chargement pour trois europallettes

L'espace de chargement mesure 2500 mm de long, 1640 mm de large et 1436 mm de haut. Son volume utile atteint 5,46 m³, ce qui permet de transporter jusqu'à trois europallettes. Les deux portes latérales coulissantes sont incluses de série. Avec une largeur de 870 mm, leur ouverture facilite le chargement par les côtés. Le seuil de chargement se situe à 573 mm du sol. À l'arrière, une cloison de séparation en acier et huit points d'arrimage intégrés au plancher permettent de sécuriser la cargaison.

Un équipement digne d'une voiture particulière

Le Hyundai Staria Cargo reçoit de série un combiné d'instrumentation numérique de 12,3", un écran tactile central de 12,3", la climatisation automatique, le régulateur de vitesse adaptatif Smart Cruise Control avec fonction Stop & Go, une caméra de recul ainsi que des capteurs de stationnement avant et arrière. La suite de systèmes d'aide à la conduite Hyundai SmartSense est également proposée de série. Elle comprend notamment le freinage automatique d'urgence, l'aide au maintien dans la voie, la détection de la fatigue du conducteur et la surveillance des angles morts.

Mots fléchés

OBJET MALÉFIQUE VOUS- SAVEZ-QUI		PATRIMOINE GÉNÉTIQUE LUPIN EN EST UN		ÉTAT PÉTROLIER		RÉFUGIÉ DANS LA FORÊT INTERDITE RISQUA		VAINCU PAR RON EN 1ÈRE ANNÉE					
LE ROUQUIN PIÈCE D'OR				RIVIÈRE À MUNICH									
			RIVAL DE HARRY										
RELATIONS PUBLIQUES DÉLIBÈRENT			CHAMP TOUT RETOURNÉ	VENUE AU MONDE		FOOT À LYON							
						GIGALITRE CHAÎNE DE TÉLÉ MUSICALE			DIEU ÉGYPTIEN CASES ET BULLES		L'AVANT-DERNIER HORCRUXE MDR EN FRANÇAIS		SORTILÈGE IMPAR-DONNABLE
RAQUETTE DE PELOTE BASQUE MAISON À POUDLARD					PÉRIODE DE CADEAUX		PEUT SE CHANGER EN ANIMAL	ACCESSOIRE DE QUIDDITCH MIROIR MAGIQUE					
										TRANS-GÉNIQUE RELIQUE DE LA MORT			
VOLE L'IDENTITÉ	MAISON À POUDLARD		TEL CROÛTARD	ENGIN VOLANT LE PEUPLE DE ROME					COURT-MÉTRAGE				
						CHALET RUSSE RÉCIPIENT					NÉGATION ACTIONNA		
BAIGNÉE DANS L'HUILE		LUMOS ! ATOME CHARGÉ							MULTIPLE DE DEUX AVANT NOUS				
					RAYER DE LA LISTE							DANS LA BASSE-COUR	
DANS LA GAMME TELLE PETUNIA DURSLEY			BRUIT SUPER-SONIQUE POSSESSIF					FILS DE JAMES ET LILY	FLASQUE GÉNIE ORIENTAL				
					HÉSITATION CAMARADE DE TOM SAWYER				PROCHE DU CERF				
ESPIONS RUSSES		PAIN DE HAMBURGER		7 À ROME		POSSESSIF			DÉTESTÉ		NANO-GRAMME		AU LARD, PRÈS DE POUDLARD
			EN OR AU QUIDDITCH APRÈS LA SIGNATURE				FLEUVE D'EUROPE					CONJONCTION	
L'UN DES MARAU-DEURS RÉVÈLE LES SOUVENIRS						ELLE EST NÉE MOLDUE							
							OPPOSÉ AU YANG				RÈGLE À DESSIN		

La Turquie relève sa prévision d'inflation à 28,4% pour la fin de l'année

La Turquie a relevé sa prévision d'inflation pour la fin de l'année à 28,4% sous l'effet de la guerre au Moyen-Orient, a annoncé hier dimanche 5 septembre le vice-président turc Cevdet Yilmaz en dévoilant le programme économique du pays pour la période 2027-2029. «Nous prévoyons que l'inflation recommencera à baisser au quatrième trimestre 2026 et qu'elle atteindra 28,4% d'ici la fin de l'année», a déclaré Cevdet Yilmaz lors d'une allocution télévisée. Il s'agit d'une envolée par rapport à la prévision d'inflation de 16% pour fin 2026 contenue dans le précédent programme économique biennal présenté l'an dernier.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 7 septembre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ÉLECTIONS LOCALES

Lancement de la révision exceptionnelle des listes électorales

La période de révision exceptionnelle des listes électorales débute, dimanche, en prévision de l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), prévue le 28 novembre prochain. Cette période s'étalera du 6 septembre au jeudi 17 septembre, conformément au décret présidentiel n 26-284 du 29 août 2026 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres des APC/APW.

A cet effet, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a invité les citoyennes et citoyens non inscrits sur les listes électorales ou ceux qui auront 18 ans révolus le jour du scrutin (samedi 28 novembre 2026), et remplissant les conditions légales requises, à procéder à leur inscription, en se présentant à la commission de révision des listes électorales de leur commune de résidence, munis d'une pièce d'identité et d'un document justificatif de domicile.

Concernant les électrices et électeurs ayant changé de résidence, ils doivent se rapprocher de la commission de révision des listes électorales de leur nouveau lieu de résidence afin de s'inscrire, ajoute la même source.

Les citoyennes et citoyens peuvent également s'inscrire ou vérifier leur inscription sur les listes électorales via le site web de l'ANIE mis à leur disposition à l'adresse suivante : <https://services.ina-elections.dz/register>.

Il convient de noter que les bureaux de la commission communale de révision des listes électorales restent ouverts tous les jours de la semaine, de 09h00 à 16h30.

APS

CONSEIL DES MINISTRES

Tebboune examine plusieurs projets stratégiques

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de Code pénal, à des exposés, dont celui relatif aux préparatifs de la rentrée scolaire, ainsi qu'au suivi de l'état d'avancement de nombre de projets stratégiques, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de Code pénal, à des exposés, dont celui relatif aux préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027, ainsi qu'au suivi de l'état d'avancement de la réalisation des projets stratégiques suivants : la ligne ferroviaire minière Bled El Hadba-Oued Kebrit-Port d'Annaba, le quai minéralier dans le cadre de l'extension du Port d'Annaba et la ligne ferroviaire El Meniaa-In Salah-Tamanrasset. La réunion aborde également la nouvelle ligne ferroviaire Ouargla-Hassi Messaoud", lit-on dans le communiqué.

INCENDIES

La CNMA plaide pour une assurance agricole obligatoire

Par S. R.

Face aux dégâts causés par les incendies de forêt qui ont récemment touché plusieurs wilayas, dont Jijel, Béjaïa et Guelma, la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) plaide pour une généralisation, voire une obligation, de l'assurance agricole. Un dispositif d'indemnisation accéléré a d'ores et déjà été mis en place au profit des agriculteurs sinistrés, tandis qu'un accompagnement plus large est également prévu pour les personnes blessées et les familles des victimes. Cette expérience vient ainsi renforcer, aux yeux de la CNMA, la nécessité de mieux structurer la gestion des risques agricoles à travers le pays.

Les incendies ont directement affecté plusieurs exploitations agricoles, notamment les cultures céréalières, les flammes s'étant propagées des zones forestières vers les parcelles situées à proximité des montagnes. « Dès la survenue des sinistres, les agriculteurs assurés ont été invités à déclarer leurs dommages, les dossiers faisant ensuite l'objet d'une expertise destinée à évaluer les pertes avant la détermination du montant des indemnisations », a rappelé Naci Mohamed El Amine, directeur technique des assurances à la CNMA, invité de l'émission « El Dhahira » de la télévision algérienne. Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation, la CNMA affirme avoir accordé un traitement particulier à cette opération, les dossiers complets devant être indemnisés avant le 5 septembre, un délai supplémentaire d'une

semaine ayant été accordé aux agriculteurs dont les dossiers nécessitaient encore des pièces complémentaires. « L'objectif est de permettre aux exploitants touchés de reprendre rapidement leur activité et de préparer la prochaine campagne agricole, l'indemnisation étant présentée non pas comme une simple compensation financière ponctuelle, mais comme un moyen de reconstituer durablement les moyens de production des sinistrés », a précisé M. Naci, qui a insisté plus longuement sur la nécessité d'une assurance agricole obligatoire pour couvrir les risques liés aux catastrophes naturelles. « L'assurance n'est pas une simple indemnisation après la survenance du dommage, mais bien une protection, une prévention et un accompagnement, ainsi qu'un engagement permanent aux côtés de la famille agricole face aux risques », a-t-il affirmé, précisant que les agriculteurs assurés bénéficient d'une prise en charge plus rapide en cas de sinistre, ce qui réduit également la pression pesant sur les pouvoirs publics, le coût de l'assurance restant limité par rapport à la valeur de l'exploitation couverte.

M. Naci a également souligné le rôle de l'assurance agricole comme mécanisme de partage des risques, contribuant à alléger les charges financières supportées à la fois par l'agriculteur et par l'État, tout en garantissant la continuité de l'activité agricole. Il est par ailleurs revenu sur le dispositif DACA, assurant que les caisses régionales de mutualité agricole (CRMA) et leurs bureaux locaux restent mobilisés aux côtés des agriculteurs touchés. « Nos

structures régionales, à travers les wilayas concernées, continuent d'accompagner les agriculteurs dans la réparation des préjudices, l'atténuation des effets du risque et la relance de leurs activités », a-t-il déclaré, citant à ce titre l'expérience de 2023, lorsque des agriculteurs sinistrés par la sécheresse avaient bénéficié d'aides en semences et en engrais. Un important travail de recensement des dommages est mené en parallèle par les commissions techniques, avec l'appui des structures régionales de la CNMA, comme à Aïn Berda, dans la wilaya d'Annaba, où le recensement des victimes était achevé. Cette prise en charge ne se limite d'ailleurs pas aux seules pertes agricoles, puisqu'elle concerne également les blessés et les familles des victimes décédées, la couverture pouvant inclure des prestations en nature et financières, notamment en cas d'interruption de travail, tandis que des dispositions spécifiques sont prévues pour les non-assurés et les participants aux opérations de secours. Des facilités ont par ailleurs été mises en place au niveau des structures sanitaires, avec des équipes mobiles chargées d'orienter les assurés vers les prestations disponibles. Pour la CNMA, la prochaine étape sera celle de la reprise de l'activité, avec les plantations prévues dès octobre, l'objectif final étant de disposer d'un système d'assurance agricole plus structuré, transférant une partie des risques vers les compagnies d'assurance et permettant de constituer une base de données plus complète sur les risques agricoles à l'échelle nationale.

INCENDIES DE FORÊTS

Poursuite du suivi de terrain pour une prise en charge effective des sinistrés

Les opérations de suivi et d'évaluation des différentes mesures prises pour un retour à la vie normale se poursuivent dans les wilayas touchées par les incendies de forêts, indique dimanche un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

"En exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à assurer la prise en charge et l'indemnisation des sinistrés des incendies, et en application des orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à accélérer le parachèvement des opérations de prise en

charge et à s'enquérir sur le terrain de leur état d'avancement, les opérations de suivi et d'évaluation des différentes mesures prises pour un retour à la vie normale se poursuivent dans les wilayas touchées", précise la même source. Dans ce cadre, des réunions de coordination "consacrées au suivi de l'avancement du recensement des dégâts, à l'examen et à la validation des indemnisations, ainsi qu'à la réparation et à la réhabilitation des réseaux endommagés" sont tenues au niveau des wilayas concernées, ajoute le communiqué. Dans le même contexte, il a été procédé à l'examen du "bilan des interventions menées sur le terrain, en sus de l'identification des insuffisances et

des priorités en fonction du degré des dommages et des besoins enregistrés. A cet égard, l'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux et des interventions, et de renforcer la coordination entre les différents services et organismes concernés".

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du "suivi de terrain continu visant à assurer une prise en charge effective des sinistrés, à garantir le rétablissement des services essentiels et à accélérer le versement des indemnisations, à même de permettre un retour à la vie normale dans les zones touchées dans les meilleurs délais", conclut le communiqué.

APS